

---

Réunion du Conseil du FEM  
5-7 juin 2012  
Washington  
Point 16 de l'ordre du jour

## **Recommandations du Secrétariat pour l'accréditation d'Entités de projet**

## Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.42/09/Rev.01, intitulé *Recommandations du Secrétariat pour l'accréditation d'Entités de projet*, le Conseil décide que la phase II du processus d'accréditation peut démarrer pour les institutions suivantes :

- i. Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) – Afrique du Sud
- ii. Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (FUNBIO) – Brésil
- iii. Bureau de la coopération économique extérieure (FECO) – Chine
- iv. Fonds national de l'environnement (FONAM) – Pérou
- v. Banque VTB (VTB) – Fédération de Russie
- vi. Banco de Desarrollo de America Latina (CAF)
- vii. Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
- viii. Fonds mondial pour la nature (WWF)
- ix. Conservation International (CI)
- x. Union mondiale pour la nature (UICN)
- xi. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (IFRC)

Le Conseil invite ces institutions à soumettre leur demande d'accréditation, phase II, au Secrétariat pour examen par le Panel d'accréditation. Le Conseil demande à la DG de lui rendre compte par courrier des résultats de cet examen.

## Table des matières

I. Introduction.....	1
II. Processus d'accréditation .....	1
Phase I - Examen du Panel d'évaluation de la valeur ajoutée .....	2
Phase II - Examen du Panel d'accréditation.....	5
Annexe I : Phase I de l'accréditation – Examen de 14 candidatures par le Panel d'évaluation de la valeur ajoutée : Récapitulatif des notes attribuées .....	7
Annexe 2: Récapitulatif des résultats de l'évaluation de la valeur ajoutée des institutions candidates (phase I).....	8
Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA).....	9
Bureau de la coopération économique extérieure (FECO) – Chine .....	14
Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO) – Brésil.....	19
Fonds national de l'environnement du Pérou (FONAM) .....	23
Банк ВТБ – Banque VTB (VTB) – Russie .....	27
Agence nationale de recherche et d'innovation (ANII) – Uruguay .....	31
Corporación Andina de Fomento – Banque latino-américaine de développement (CAF) .....	34
Banque ouest-africaine de développement (BOAD) .....	38
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) .....	42
Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) .....	46
Fonds mondial pour la nature (WWF) .....	50
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge (FICR) .....	59
Union mondiale pour la nature (UICN) .....	63

## **I. Introduction**

1. À sa quarantième réunion, en mai 2011, le Conseil a décidé de mettre en œuvre la phase pilote du projet d'élargissement du réseau du FEM pendant FEM-5, selon les modalités prévues dans le document GEF/C.40/09, intitulé *Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument*. Il a chargé le Secrétariat de travailler avec l'Administrateur pour finaliser l'ensemble des autres dispositions, procédures et supports nécessaires à l'accréditation des Entités de projet, notamment la création d'un Panel d'accréditation.
2. À la suite de cette décision, le Secrétariat a lancé le processus d'accréditation à l'issue duquel les institutions satisfaisant aux critères visés au document GEF/C.40/09 seront accréditées comme nouvelles institutions d'exécution des projets du FEM. Les institutions ainsi accréditées prendront le nom d'« Entités de projet du FEM ».
3. Une fois accréditées, les Entités de projet auront qualité pour travailler directement avec le Secrétariat et l'Administrateur du FEM afin d'aider les pays bénéficiaires à préparer et exécuter les projets financés par l'institution. À cette fin, elles pourront accéder directement aux ressources des instruments de financement gérés par le FEM.
4. Pendant la phase pilote du projet au cours de FEM-5, le FEM pourra accréditer jusqu'à dix institutions comme Entités de projet. Les institutions nationales, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales, les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies, et les autres organisations internationales peuvent demander à être accréditées.
5. Le Conseil s'est donné pour objectif d'accréditer au moins cinq institutions nationales pendant la phase pilote, et les candidatures de ces institutions seront examinées en priorité par le Secrétariat et le Panel d'accréditation. Le document GEF/C.40/09 précise que le Secrétariat pourra néanmoins examiner les candidatures d'organisations régionales et d'organisations non gouvernementales, mais non celles d'autres organisations, telles que les institutions des Nations Unies ou les autres organisations internationales, tant que cet objectif n'aura pas été atteint.

## **II. Processus d'accréditation**

6. L'accréditation comporte une phase I et une phase II. La phase I permet d'évaluer la valeur ajoutée que le candidat apporte au réseau du FEM, la phase II servant à déterminer le degré de conformité avec les normes fiduciaires minimales de l'institution ainsi qu'avec ses politiques de sauvegarde environnementale et sociale, dont l'internalisation de la parité des sexes.
7. Dans le cadre de la phase I, les demandes sont examinées de façon interne par le Secrétariat et les candidatures réunissant les qualités requises sont recommandées au Conseil pour approbation. À sa réunion de mai 2011, le Conseil a décidé de n'examiner les candidatures soumises à son approbation qu'à l'occasion des réunions du printemps et de l'automne 2012.

8. Les candidatures recommandées, puis approuvées par le Conseil, passent à la phase II de l'accréditation, et sont alors examinées par un Panel d'accréditation indépendant. Le Panel décide en dernier ressort des candidats pouvant être accrédités comme Entité de projet.

### **Phase I - Examen du Panel d'évaluation de la valeur ajoutée**

9. En application des modalités et des critères définis dans le document GEF/C.40/09, le Secrétariat a finalisé le formulaire de candidature, phase I, ainsi que toutes les procédures applicables. Le 3 novembre 2011, il a informé tous les pays participants et les autres parties intéressées des délais et des modalités de présentation des candidatures.

10. Le Secrétariat a préparé et diffusé une brochure décrivant le processus d'accréditation, et a créé une page dédiée sur son site web ([http://www.thegef.org/gef/agencies\\_accréditation](http://www.thegef.org/gef/agencies_accréditation)). Cette page présente la politique d'accréditation, la procédure à suivre, les formulaires de candidature, les modalités applicables et un modèle de la lettre que les points focaux techniques doivent joindre à la demande d'accréditation, phase I.

11. Le Secrétariat a reçu les 16 candidatures suivantes pour un examen ultérieur du Conseil à sa réunion du printemps 2012 :

#### **Institutions nationales (6):**

- i. Uruguay : Agencia Nacional de Investigación e Innovación (ANII)
- ii. Fédération de Russie : Banque VTB
- iii. Brésil : Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (FUNBIO)
- iv. Chine : Ministère de l'Environnement, Bureau de la coopération économique extérieure (FECO)
- v. Afrique du Sud : Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)
- vi. Pérou : Fonds national de l'environnement (FONAM)

#### **Institutions régionales (4):**

- vii. LAC: Banco de Desarrollo de America Latina (CAF)
- viii. Pacifique : Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
- ix. Afrique du Nord : Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)
- x. Afrique de l'Ouest : Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

#### **Organisations de la société civile (4):**

- xi. Fonds mondial pour la nature (WWF)
- xii. Conservation International (CI)
- xiii. Union mondiale pour la nature (UICN)
- xiv. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (IFRC)

Organisations internationales/institutions spécialisées des Nations Unies (2):

- xv. Programme alimentaire mondial (PAM)
- xvi. Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT)

12. Le Secrétariat a constitué un Panel d'évaluation de la valeur ajoutée de toutes les candidatures accompagnées d'un dossier complet, en appliquant les procédures et critères visés au document GEF/C.40/09. Le Panel se compose de cadres du FEM représentant tous les domaines d'intervention ainsi que les équipes « opérations et stratégie » et « relations extérieures » de l'institution.

13. En application du document GEF/C.40/09, qui précise que le FEM pourra examiner les candidatures d'organisations régionales et d'organisations non gouvernementales, mais non celles d'autres catégories d'organisation, tant que l'objectif d'accréditation de cinq institutions nationales n'aura pas été atteint, le Secrétariat n'a pas étudié les demandes d'accréditation (phase I) de HABITAT et du PAM.

14. Les 14 demandes d'accréditation (phase I) restantes ont d'abord été évaluées sur la base de l'exhaustivité du dossier présenté, puis des six critères de base suivants approuvés par le Conseil :

- Critère 1: Intérêt pour le FEM
- Critère 2: Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique
- Critère 3: Envergure des opérations menées
- Critère 4: Capacité à mobiliser des cofinancements
- Critère 5: Efficacité du fonctionnement interne
- Critère 6: Réseaux et contacts

15. Chaque critère a été noté de 1 à 4 en fonction de l'exhaustivité des réponses fournies à chacune des questions du formulaire de candidature. Il fallait généralement obtenir une note de 3 à chacun des critères de base pour que la candidature puisse être recommandée au Conseil pour approbation. Des différences importantes existant entre les candidats, les critères ont été appliqués avec une certaine souplesse. En outre, lorsque le Panel a estimé nécessaire de demander un complément d'information, des éclaircissements ou des pièces justificatives, son coordonnateur s'est mis en rapport avec le candidat. Une fois les renseignements demandés obtenus, le Panel a réexaminé la demande en question et finalisé son évaluation en tenant compte des éléments reçus.

16. Le Secrétariat a préparé et utilisé des fiches d'évaluation adaptées aux différentes catégories d'institution – institutions nationales, institutions régionales, autres institutions internationales et organisations non gouvernementales. Du fait des spécificités de chacune de ces catégories, certains critères supplémentaires pouvaient s'appliquer, mais leur évaluation ne permettait que deux réponses : satisfaisant ou non satisfaisant

17. À la lumière des conclusions du Panel d'évaluation de la valeur ajoutée, le Secrétariat recommande au Conseil de décider que la phase II du processus d'accréditation peut démarrer pour les 11 institutions suivantes:

Institutions nationales (5):

- i. Afrique du Sud : Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)
- ii. Brésil : Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (FUNBIO)
- iii. Chine : Ministère de l'Environnement, Bureau de la coopération économique extérieure (FECO)
- iv. Pérou : Fonds national de l'environnement (FONAM)
- v. Fédération de Russie : Banque VTB

Institutions régionales (2):

- vi. LAC : Banco de Desarrollo de America Latina (CAF)
- vii. Afrique de l'Ouest : Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Organisations de la société civile (4):

- viii. Fonds mondial pour la nature (WWF)
- ix. Conservation International (CI)
- x. Union mondiale pour la nature (UICN)
- xi. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (IFRC)

18. Le Secrétariat estime que ces institutions ont vocation à travailler avec le FEM et qu'elles seront source de valeur ajoutée pour le partenariat actuel si elles sont accréditées. Il considère également qu'elles renforceront ce partenariat en comblant certaines lacunes, élargissant le réseau en place, diversifiant le portefeuille de l'institution, ayant un effet multiplicateur sur ses fonds et, au bout du compte, donnant plus d'impact à son action, localement et mondialement.

19. Un tableau récapitulatif des notes attribuées par le Panel d'évaluation est joint en annexe 1. Un récapitulatif des conclusions pour chaque candidat, les notes obtenues pour les différents critères et la moyenne générale font l'objet de l'annexe 2.

20. Le Secrétariat tient à préciser que, bien que n'ayant pas obtenu une moyenne générale suffisante pour être reçu à la phase I, le PROE a clairement montré que son mandat cadre parfaitement avec celui du FEM, qu'il dispose d'une vaste expérience régionale dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité, qu'il est apte à conduire des projets de moyenne et de grande envergure, et qu'il est à même de mobiliser des financements. Le Conseil pourrait donc envisager de faire une exception et de recommander que le PROE passe à la phase II du processus d'accréditation.

21. Le Secrétariat souhaite aussi préciser que, bien que ne pouvant actuellement faire état de l'expérience et de l'acquis nécessaires pour devenir une Entité d'exécution du FEM, l'ANII, jeune institution créée en 2006, pourrait satisfaire aux conditions voulues d'ici FEM-6.

## **Phase II - Examen du Panel d'accréditation**

22. Le Conseil ayant chargé le Secrétariat de finaliser l'ensemble des dispositions, procédures et supports nécessaires à l'accréditation des Entités de projet, notamment la création d'un Panel d'accréditation, le FEM a constitué ce panel en décembre 2011, nommant, après appel à candidatures, trois experts dans les domaines suivants :

- i. Mme Barbara Scott : mise en œuvre de projets de développement
- ii. M. Mario Epstein : gouvernance et éthique de responsabilité
- iii. M. Sherif Arif : clauses de sauvegarde environnementale et sociale, et internalisation de la parité des sexes

23. Le Panel examinera les candidatures (phase II) et cherchera à déterminer si les demandes d'accréditation comme Entité de projet satisfont aux normes fiduciaires, aux normes de sauvegarde sociale et environnementale et aux autres politiques du FEM, dans les conditions prévues par le document du Conseil GEF/C.40/09, intitulé *Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument*.

24. Le Panel a démarré ses travaux le 26 juin 2012 lors d'une réunion présidée par le Secrétariat du FEM, ses membres y participant en personne ou par vidéoconférence. Depuis lors, il s'est employé à préparer son règlement intérieur, son programme de travail, le formulaire de demande d'accréditation (phase II), et le système de notation et les modalités applicables à cette phase.

25. Pour gagner du temps, le Secrétariat du FEM a adressé à toutes les institutions candidates le formulaire de demande d'accréditation (phase II) préparé par le Panel et leur a demandé de le remplir en prévision d'une éventuelle recommandation au Conseil de les faire passer à cette phase.

26. Les institutions retenues par le Conseil pour passer à la phase II de l'accréditation s'acquitteront d'un droit de 25 000 dollars, non-remboursable, pour défrayer le Secrétariat du coût des travaux du Panel d'accréditation.

27. Si le Conseil décide que les 11 candidats aujourd'hui recommandés par le Secrétariat peuvent passer à la phase II et si le Panel confirme leur accréditation, le nombre d'institutions pouvant être accréditées comme Entités de projet du FEM dépassera alors l'objectif « d'un maximum de dix institutions » figurant dans le document GEF/C.40/09, intitulé *Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument*. Ce document précise en effet que le FEM pourra accréditer jusqu'à 10 institutions comme Entités de projet pendant la phase pilote au cours de FEM-5. Le Secrétariat demande donc au Conseil de lui indiquer s'il doit



examiner de nouvelles demandes d'accréditation (phase I) en vue de soumettre ses recommandations à la réunion de novembre 2012

**Annexe I : Phase I de l'accréditation – Examen de 14 candidatures par le Panel d'évaluation de la valeur ajoutée : Récapitulatif des notes attribuées**

Institutions nationales (6 candidatures – 5 recommandées)

	Intérêt pour le FEM	Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	Envergure des opérations menées	Capacité à mobiliser des cofinance-ments	Efficacité du fonctionnement interne	Réseaux et contacts	Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays (satisfaisant/non satisfaisant)	Moyenne générale	Décision
<b>DBSA – Afrique du Sud</b>	3,67	3,05	4	4	3,78	3,92	Satisfaisant	<b>3,74</b>	<b>Recommandé</b>
<b>FECO – Chine</b>	4	4	3,67	3,33	3,58	3,67	Satisfaisant	<b>3,71</b>	<b>Recommandé</b>
<b>FUNBIO – Brésil</b>	3,83	3,78	3,67	3,25	3,5	3,83	Satisfaisant	<b>3,64</b>	<b>Recommandé</b>
<b>FONAM – Pérou</b>	3,58	3,78	3,38	3,5	3,33	3,67	Satisfaisant	<b>3,54</b>	<b>Recommandé</b>
<b>VTB – Fédération de Russie</b>	2,17	1,83	3,78	4	3,44	3	Satisfaisant	<b>3,04</b>	<b>Recommandé</b>
<b>ANII – Uruguay</b>	2,33	1,33	2,67	2,67	3	2,92	Satisfaisant	<b>2,49</b>	<b>Non recommandé</b>

Institutions régionales (4 candidatures – 2 recommandées)

	Intérêt pour le FEM	Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	Envergure des opérations menées	Capacité à mobiliser des cofinance-ments	Efficacité du fonctionnement interne	Networks and Contacts	Expérience des projets du FEM ; Capacités (satisfaisant/non satisfaisant)	Moyenne générale	Décision
<b>CAF – Amérique latine</b>	3,5	3,5	4	3,75	4	3,92	Satisfaisant	<b>3,78</b>	<b>Recommandé</b>
<b>BOAD – Afrique</b>	2,83	2,42	3,67	3	3,58	3,5	Satisfaisant	<b>3,17</b>	<b>Recommandé</b>
<b>PROE – Pacifique</b>	3,67	2,92	3,17	3,17	1,67	2,83	Satisfaisant	<b>2,91</b>	<b>Non recommandé</b>
<b>OSS – Afrique</b>	2,75	2,67	2,92	2,75	2,12	2,75	Satisfaisant	<b>2,66</b>	<b>Non recommandé</b>

OSC internationales (4 candidatures – 4 recommandées)

	Intérêt pour le FEM	Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	Envergure des opérations menées	Capacité à mobiliser des cofinance-ments	Efficacité du fonctionnement interne	Networks and Contacts	Expérience des projets du FEM ; Capacités (satisfaisant/non satisfaisant)	Moyenne générale	Décision
<b>WWF</b>	4	3,83	4	4	3,75	4	Satisfaisant	<b>3,93</b>	<b>Recommandé</b>
<b>CI</b>	3,83	3,5	3,92	3,67	3	3,91	Satisfaisant	<b>3,64</b>	<b>Recommandé</b>
<b>IFRC</b>	3,17	3	3,75	3,58	3,25	3,5	Non satisfaisant	<b>3,38</b>	<b>Recommandé</b>
<b>UICN</b>	3,5	3,08	3,5	3,5	2,83	3,58	Satisfaisant	<b>3,33</b>	<b>Recommandé</b>

## **Annexe 2: Récapitulatif des résultats de l'évaluation de la valeur ajoutée des institutions candidates (phase I)**

i.	Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA).....	8
ii.	Bureau de la coopération économique extérieure – Chine (FECO).....	12
iii.	Fundo Brasileiro para a Biodiversidade – Brésil (FUNBIO).....	16
iv.	Fonds national de l'environnement – Pérou (FONAM).....	20
v.	Banque VTB – Fédération de Russie .....	23
vi.	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay (ANII).....	27
vii.	Banco de Desarrollo de America Latina (CAF).....	30
viii.	Banque ouest-africaine de développement (BOAD).....	33
ix.	Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS).....	36
x.	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). ... .	40
xi.	Fonds mondial pour la nature (WWF).....	43
xii.	Conservation International (CI).....	47
xiii.	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (IFRC).....	51
xiv.	Union mondiale pour la nature (UICN).....	54

## Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)

28. La DBSA est une institution financière de développement, créée en 1983 et basée à Johannesburg (Afrique du Sud). Entièrement détenue par le Gouvernement sud-africain, elle est gouvernée par le ministère des Finances. Elle mène ses activités en Afrique du Sud et dans 14 autres pays qui constituent la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

29. La DBSA a pour objectif d'accélérer le développement socio-économique durable et d'améliorer la qualité de vie des populations de la région par le financement du développement des infrastructures physiques, sociales et économiques. Elle cherche à intégrer directement les considérations environnementales et climatiques aux priorités nationales de développement que sont la réduction de la pauvreté, la croissance économique, la création d'emplois et l'amélioration des moyens de subsistance. Elle joue plusieurs rôles, à savoir financier, conseiller, partenaire, institution d'exécution et agent d'intégration, pour mobiliser le financement et les compétences afin de mettre en œuvre les projets de développement. La DBSA finance ses projets au moyen de prêts, de dons et de prises de participation.

30. La DBSA a fait ses preuves dans le domaine de la gestion d'opérations de développement de grande envergure pour le compte du Gouvernement sud-africain. Elle compte plus de 705 employés permanents ayant une riche expérience en matière de développement dans le secteur des infrastructures. Elle dispose également de spécialistes de l'environnement qui ont une expérience des problèmes cruciaux liés au changement climatique et à la biodiversité auxquels l'Afrique du Sud et l'Afrique australe en général font face. À l'heure actuelle, la DBSA développe de nouvelles capacités organisationnelles pour intégrer les risques climatiques et les considérations environnementales aux priorités nationales de développement.

31. La DBSA sollicite l'accréditation du FEM en tant qu'*entité nationale*.

### *Notes reçues par l'entité candidate<sup>1</sup> sur la base de l'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I<sup>2</sup>:*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,67	La DBSA a régulièrement fait ses preuves dans les domaines d'intervention « changements climatiques », « dégradation des sols », et « diversité biologique » du FEM.  Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », la

1 Chaque institution candidate a été évaluée sur la base de sa demande (phase I), des pièces justificatives présentées, de ses réponses aux questions subséquentes posées par le panel, et de toute autre information pertinente disponible.

2 Pour être recommandées à l'approbation du Conseil, les institutions candidates doivent recevoir une note de 3 ou plus pour chaque critère.

		<p>DBSA a conclu des partenariats avec la South African National Parks (SANParks) en vue de la mise en œuvre conjointe des stratégies de développement rural faisant appel à la préservation de la biodiversité comme instrument de développement rural, avec le South African National Biodiversity Institute (SANBI) pour promouvoir la préservation de la biodiversité au niveau des collectivités locales, et avec le Département sud-africain de l'eau.</p> <p>La DBSA a largement contribué à la prévention de la dégradation des sols en participant à la création du Drylands Fund (établi pour mettre en œuvre la CNULD) et à la gestion de ses fonds au nom du Gouvernement, de la société civile et des organisations d'entreprises de l'Afrique du Sud, en rendant compte au Département sud-africain de l'Environnement (DEA).</p> <p>Enfin, la DBSA a adopté sa stratégie et son plan d'action en matière de changement climatique en décembre 2010 pour s'attacher à intégrer et hiérarchiser les risques climatiques dans ses interventions de développement en cours. La DBSA a également été associée à la mise en place d'un Fonds vert national destiné à promouvoir les investissements écologiques, à développer les capacités institutionnelles et à donner suite aux questions découlant des politiques publiques, ainsi qu'à l'établissement d'un mécanisme de coordination des financements liés au changement climatique visant à faciliter et à assurer l'adéquation entre les sources de financement et les programmes de l'Afrique du Sud axés sur le changement climatique et l'économie verte.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,05	<p>La DBSA peut prouver qu'elle obtient en général des résultats au moins modérément satisfaisants dans le cadre des projets du FEM qu'elle a administrés ou exécutés. Certes elle ne dispose pas encore d'un cadre de suivi pour mesurer les résultats, mais elle est en mesure d'apporter la preuve de ses résultats en matière environnementale, notamment dans le cadre des initiatives suivantes :</p> <p>Grâce au programme Cape Action for People and Environment (CAPE), la ville de Cape Town a érigé environ 2000 ha en « zone de conservation municipale », renforçant ainsi la protection des écosystèmes et la biodiversité.</p> <p>S'agissant de l'Initiative pour la préservation de la biodiversité du cap Agulhas (ABI) financée par le FEM, la DBSA a contribué à son financement et l'a utilisée comme une initiative de recherche expérimentale. Dans le cadre de cette initiative, 24 000 ha de</p>

		<p>terres riches en biodiversité ont été préservés (12 types de zones humides, 33 types de végétation, des couloirs cruciaux de préservation de l'environnement), et 250 opportunités d'emploi ont été créés dans le domaine de la gestion durable des sols.</p> <p>En outre, le projet <i>Spekboom</i> que la DBSA a soutenu devrait permettre de fixer quelque 2,29 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone, de réduire les charges de limon déposé dans les barrages et les rivières, et d'accroître la productivité des écosystèmes et la biodiversité.</p> <p>Suite aux interventions et à l'appui de la DBSA dans le cadre du <i>Programme de promotion des producteurs indépendants d'énergie renouvelable</i>, le Département sud-africain de l'énergie a annoncé à la 17<sup>e</sup> réunion de la Conférence des parties à la CCNUCC qu'il avait procédé à la présélection des soumissionnaires privilégiés pour fournir 1 433 MW d'énergie renouvelable à l'Afrique du Sud.</p>
3. Envergure des opérations menées	4	<p>La DBSA a une expérience des projets qui lui permet de s'occuper de projets de grande envergure du FEM. Elle a déjà géré des projets de plusieurs millions de dollars.</p> <p>En moyenne, la valeur des projets mis en œuvre et approuvés pour financement au cours des cinq dernières années par la DBSA varie de 50,7 millions de Rand (6,5 millions de dollars) en 2006/7 à 509 millions de Rand (65,6 millions de dollars) en 2010/11.</p> <p>Ces cinq dernières années, la DBSA a mis en œuvre 67 à 235 nouveaux projets par an.</p> <p>Dans ses registres, la DBSA compte des projets achevés avec succès d'un montant total d'au moins 10 millions de dollars (soit deux fois le montant moyen du financement d'un projet de grande envergure par le FEM au cours de FEM-4).</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	4	<p>La DBSA a montré qu'elle était capable d'engager ses propres ressources pour financer des projets du FEM. Qui plus est, elle a montré que sa viabilité ne dépendra pas du FEM, et elle dispose déjà d'autres sources de financement.</p> <p>Elle lève ses propres fonds en grande partie sur les marchés financiers nationaux. En outre, pour les projets relevant des domaines d'intervention du FEM, la DBSA a mobilisé des ressources auprès d'autres d'organismes bilatéraux et de</p>

		<p>fondations.</p> <p>Le montant total des cofinancements mobilisés par la DBSA pour financer les projets s'élevait en moyenne à 5,2 milliards de Rand (671 millions de dollars) au cours des 5 dernières années. Sa propre contribution aux projets, provenant de ses bénéfices non répartis, se chiffrait à 1,9 milliard de Rand (275 millions de dollars) (soit 27% du financement total) sur cette période.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,78	<p>La DBSA dispose de systèmes de gestion et de contrôle des coûts qui permettent de réduire les risques et d'améliorer l'efficacité. Elle est dotée d'un système de gestion des risques d'entreprise (GRE) qui permet d'identifier les situations à risque susceptibles de l'affecter. La DBSA a recours à l'analyse de crédit comme outil et technique pour calculer la solvabilité d'un projet, en réalisant des scénarios de stress (mouvements des prix en pourcentage, en valeur absolue et en valeur relative) et en déterminant la valeur à risque (VaR) du crédit. Ce processus est supervisé par le Credit and Development Impact Committee (CDIC). La DBSA dispose à la fois d'une fonction d'audit interne et d'audit externe qui favorise une gouvernance d'entreprise efficace, et donne assurance au sous-comité du Conseil (à savoir le Comité d'audit) quant à la gouvernance, aux méthodes de gestion des risques et au système de contrôle interne.</p> <p>Les charges d'exploitation de la DBSA en part de ses décaissements ont été constamment inférieures à 10 %, soit 9 % en 2010/11 ; 8,6 % en 2009/10 ; 7,1 % en 2008/09 ; 9 % en 2007/08 ; et 13,5 % en 2006/07 ; la moyenne entre 2006/07 et 2010/11 étant 8,9%.</p>
6. Réseaux et contacts	3,92	<p>La DBSA dispose d'un vaste réseau de collaborateurs non seulement en Afrique du Sud, mais également dans l'ensemble de la région de l'Afrique australe. Son réseau d'ONG comprend Earthlife Africa, Zeri, Peoples Power, l'UICN, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Endangered Wildlife Trust (EWT), et Conservation South Africa (CSA).</p> <p>Ses autres partenaires incluent le Département de l'Énergie et le Département de l'Environnement en Afrique du Sud, la Société financière internationale (IFC), l'Agence française de développement (AFD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Nordi IB, la Banque africaine de développement (BAfD), et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).</p>

7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays <sup>3</sup>	Satisfaisant	La mission centrale de la DBSA consiste clairement à renforcer le cadre de financement du développement durable en Afrique du Sud. En 28 ans, elle a développé des relations avec les principaux partenaires nationaux et régionaux, et a contribué à façonner le mode de développement de l'Afrique du Sud et à y investir. Son mandat principal est d'aider les autorités locales à élaborer des plans de développement des infrastructures et à financer de leur mise en application. La DBSA travaille actuellement en étroite collaboration avec le Réseau des villes d'Afrique du Sud en vue de soutenir leurs programmes d'infrastructures vertes. Elle a déjà collaboré avec l'ICLEI – Local Governments for Sustainability – pour soutenir le travail qui se fait aux niveaux local et international en vue d'intégrer les questions environnementales à la planification et à la mise en œuvre des projets d'une manière plus constructive.
--	--------------	---

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,74**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

32. La DBSA remplit les critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution, et elle a la capacité de mobiliser des fonds et de gérer des projets de grande envergure. La DBSA ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.

<sup>3</sup> Ce critère ne s'applique qu'aux institutions sollicitant l'accréditation en qualité d'entité nationale.



## Bureau de la coopération économique extérieure (FECO) – Chine

33. Le FECO est un organisme national relevant du ministère chinois de la Protection de l'environnement. Créé en 1989, il est devenu une institution indépendante dotée d'une personnalité juridique en 1997. Il est basé à Beijing (Chine) et compte 180 employés à temps plein. Il coordonne et gère les fonds de projet, en coopération avec les organisations financières internationales et les donateurs bilatéraux, pour la mise en œuvre des conventions internationales sur l'environnement et d'autres activités dans le domaine de la protection de l'environnement. Le FECO organise la recherche et l'analyse, rédige des rapports, et compile des documents sur la situation et l'évolution desdites conventions et d'autres faits internationaux concernant l'environnement. Il a également développé la capacité à fournir des services de conseil dans les domaines du transfert de technologies, de l'adoption de politiques, et du suivi-évaluation des performances. Il fournit un appui technique à la prise de décisions en matière de protection de l'environnement en Chine.

34. Les domaines d'intervention du FEM dans lesquels le FECO mène des opérations sont les suivants : « diversité biologique », « changements climatiques » (atténuation et adaptation), « polluants organiques persistants » (POP), « eaux internationales », « appauvrissement de la couche d'ozone » et prévention et lutte contre la pollution par les métaux lourds (notamment le mercure). Depuis sa création, le FECO a administré ou exécuté des centaines de projets et programmes résultant de la coopération internationale dans ces domaines. Le FECO finance ses projets au moyen de dons.

35. Le FECO sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Entité nationale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	4	Les domaines où le FECO intervient cadrent avec les missions du FEM en matière de protection de l'environnement mondial et/ou d'adaptation au changement climatique. L'énoncé de la mission de cet organisme fait référence à l'environnement mondial. Le FECO a principalement pour mission d'administrer ou d'exécuter des programmes qui visent à mettre en application les instruments multilatéraux sur l'environnement tels que la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention de Stockholm, et le Protocole de Montréal, et contribuent à améliorer l'environnement aux niveaux national, régional et mondial, et sont financés par des mécanismes mis en place en vertu de ces instruments et par d'autres canaux bilatéraux et multilatéraux. Le FECO est donc le

		principal canal par lequel les ressources du FEM sont fournies à la Chine.
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	4	<p>Le FECO fait état de résultats régulièrement satisfaisants obtenus par les projets réalisés dans les domaines d'intervention du FEM.</p> <p>Dans celui de la diversité biologique, le FECO a élaboré, administré, exécuté et géré une série de projets et programmes tels que <i>Mesures de préservation de la biodiversité pendant le redressement et la reconstruction en réponse au tremblement de terre qui a touché des régions du Wenchuan (province du Sichuan), Protection de la nature et lutte contre les inondations dans le bassin du Yang Tse Kiang, Coopération sino-norvégienne pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre les effets du changement climatique, et Programme UE-Chine pour la préservation de la biodiversité.</i></p> <p>En ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, le FECO a exécuté trois projets financés par le FEM, à savoir : <i>Suppression des obstacles à une large commercialisation des réfrigérateurs sans CFC à haut rendement, Promotion de climatiseurs individuels à haut rendement énergétique, et Promotion de la récupération et de l'utilisation des émissions de méthane provenant des décharges municipales brutes.</i> Au 30 septembre 2011, les unités de réduction certifiée des émissions (URCE) rendues possibles par les projets et programmes du FECO avaient atteint 127 millions de tonnes métriques d'équivalent dioxyde de carbone, ce qui représente 29,5 % de la réduction totale des émissions en Chine.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « polluants organiques persistants », dans la décennie qui a suivi la signature par la Chine de la Convention de Stockholm, neuf projets du FEM ayant trait aux POP, dont le <i>Projet témoin de méthodes de remplacement du chlordane et du mirex dans la lutte contre les termites</i>, ont été exécutés par le FECO pour un montant total de 69 millions de dollars.</p> <p>À la fin de 2010, le FECO avait élaboré et mis en œuvre 18 plans sectoriels d'élimination progressive de ces substances, financés par le Fonds multilatéral de mise en œuvre du Protocole de Montréal, à hauteur de plus de 800 millions de dollars. Au cours des cinq dernières années (2006-2010), le montant total du financement des projets et programmes administrés ou exécutés par le FECO dans le domaine des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) s'élevait à 548 millions de dollars.</p>

3. Envergure des opérations menées	3,67	<p>Le FECO a montré qu'il était capable d'administrer des projets de grande envergure du FEM.</p> <p>Au cours des cinq dernières années (2006-2010), il a administré ou exécuté au total 162 projets et programmes financés par le FEM, des dons bilatéraux et multilatéraux, et d'autres sources, pour un montant total de 1,13 milliard de dollars. Le montant moyen des projets était de 6 975 000 dollars.</p> <p>Sur la même période, le FECO a administré ou exécuté 25 projets et programmes du FEM, pour un financement total de 380 millions de dollars, dont 143 millions de dollars provenant du FEM et 237 millions de dollars de cofinancement.</p> <p>Le plus important projet du FEM exécuté par le FECO sur les cinq dernières années était le projet intitulé <i>Suppression des obstacles à une large commercialisation des réfrigérateurs sans CFC à haut rendement en Chine</i>, qui a bénéficié de 9,62 millions de dollars de financement du FEM et 30 millions de dollars de cofinancement.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,33	<p>Le FECO a la capacité de mobiliser des cofinancements trois fois plus importants que le montant qu'il reçoit du FEM.</p> <p>Le montant total du financement des 162 projets et programmes administrés par le FECO ces cinq dernières années est de 1,13 milliard de dollars, au coût moyen de plusieurs millions de dollars par projet. Vingt-cinq d'entre eux sont des projets du FEM financés à hauteur de 380 millions de dollars. Trente-et-un d'entre eux sont axés sur les substances qui appauvrissent (SAO) la couche d'ozone et financés dans le cadre du Fonds multilatéral de mise en œuvre du Protocole de Montréal à hauteur de 548 millions de dollars, et 106 projets sont financés par des ressources bilatérales et multilatérales à concurrence de 204 millions de dollars.</p> <p>Sur le montant total du financement qui s'établit à 1,13 milliard de dollars, 840 millions (74,4 %) proviennent de sources multilatérales et bilatérales. 209 millions (18,4 %) proviennent des fonds propres du FECO, et 81 millions (7,2 %) proviennent de sources diverses.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,58	<p>Le FECO a mis en place un système, comprenant notamment des indicateurs clairs, pour mesurer son efficacité, et a commencé à contrôler sa performance sur le temps.</p>

		<p>Le FECO dispose d'un système robuste de contrôle et d'outils de gestion, et il a réussi à maintenir les charges administratives à un niveau faible. De 2006 à 2010, les charges administratives ont représenté 6,1 % du financement total des projets en moyenne.</p> <p>Le FECO évalue l'évolution des projets dans le cadre des examens semi-annuels et annuels de ses activités. Le FECO a également développé des capacités d'évaluation indépendantes soutenues par une équipe de spécialistes multidisciplinaires externes, en collaboration avec des partenaires institutionnels ou individuels.</p> <p>Normalement il faut environ six à dix mois au FECO pour porter un projet de l'élaboration à l'approbation.</p>
6. Réseaux et contacts	3,67	<p>Le FECO dispose d'un solide réseau de collaborateurs au sein de l'administration chinoise et dans les secteurs de la recherche et des entreprises. Il a noué des partenariats avec des organismes publics à tous les niveaux, avec des organisations internationales et régionales, des gouvernements étrangers et des organismes bilatéraux, des instituts de recherche et des universités, des associations professionnelles, et le monde des affaires.</p> <p>Le FECO entretient des liens de coopération avec plus d'une centaine d'institutions et plusieurs centaines d'experts dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique (atténuation et adaptation), des POP, des SAO, des eaux internationales, et de la prévention et l'élimination de la pollution au mercure, etc..</p> <p>Le FECO ne fait cependant pas preuve de collaboration étroite avec les OSC en Chine.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	<p>Le FECO joue un rôle clairement défini, qui est celui de principal interlocuteur financier en Chine des instances responsables des instruments internationaux sur l'environnement.</p> <p>Lors de la conception des projets du FEM, le FECO tient compte des stratégies nationales de développement, des priorités environnementales et des plans sectoriels correspondants. À titre d'exemple, le FECO a intégré les objectifs et missions définis dans le <i>Plan d'action chinois pour la préservation de la biodiversité</i> et dans le <i>Onzième plan quinquennal pour la protection de l'environnement national</i> à la conception du <i>Cadre d'action du partenariat pour la préservation de la diversité biologique</i> (CBPF).</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,71**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

36. Le FECO a fait ses preuves en matière d'administration et d'exécution des projets environnementaux dans le cadre du FEM, ainsi que sur le plan de ses capacités de financement et de mobilisation des cofinancements, de l'efficacité de son fonctionnement, de ses performances, et de ses réseaux. Le FECO ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO) – Brésil

37. FUNBIO est une association de la société civile à but non lucratif qui œuvre en faveur de la préservation de la biodiversité du Brésil. Il a été établi en 1996 grâce à 20 millions de dollars fournis par le Fonds pour l'environnement mondial en vue de compléter les efforts déployés par les autorités pour se conformer à la Convention sur la diversité biologique et au Programme national pour la diversité biologique (Pronabio). FUNBIO est basé à Rio de Janeiro (Brésil).

38. Il a pour mission de fournir des ressources stratégiques pour la préservation de la biodiversité au Brésil. À cette fin, FUNBIO fait office d'intermédiaire pour la distribution de ressources, et crée des projets et des solutions en vue de promouvoir la préservation de la biodiversité. Il finance ses projets au moyen de dons.

FUNBIO identifie et évalue les opportunités d'investissement, mobilise des fonds, supervise des projets visant à assurer la viabilité financière pour la préservation à long terme de la biodiversité. Ces activités viennent s'ajouter à la conception et à la mise en œuvre de programmes de sensibilisation et de promotion de la formation du personnel local. Il est également sollicité par le secteur privé pour élaborer des stratégies de préservation de la biodiversité. Le travail de FUNBIO correspond à la vision stratégique des entreprises et d'autres institutions qui s'emploient à protéger l'environnement sans sacrifier le profit et la croissance économique.

39. FUNBIO sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Entité nationale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,83	<p>La mission et les secteurs d'intervention de FUNBIO cadrent avec la mission de protection de l'environnement mondial du FEM. FUNBIO a de l'expérience et a fait ses preuves en matière de biodiversité et de REDD+.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », FUNBIO a participé au <i>Programme de création de zones protégées en Amazonie (ARPA)</i>, dont les premiers financements provenaient du FEM, et s'est associé à <i>Atlantic Forest Conservation Fund (AFCoF)</i>. Dans le domaine du changement climatique, FUNBIO participe au projet sur le carbone forestier réalisé en Amazonie brésilienne intitulé <i>Étude de faisabilité de la REDD+ dans l'État de l'Acre et Norme Rainforest</i>, une initiative qui permettra de mettre en place des méthodes, des protocoles et des critères formulés de manière rigoureuse pour valider, vérifier et surveiller les crédits carbone grâce au déboisement évité.</p>

2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,78	<p>FUNBIO a montré que ses projets obtiennent souvent des résultats modérément satisfaisants dans le cadre du FEM.</p> <p>En sept ans d'activités, le programme ARPA de FUNBIO a favorisé la création de 44 aires protégées d'une superficie totale de 23,9 millions d'hectares, outre l'établissement et le renforcement de 62 aires protégées sur plus de 32 millions d'hectares. À l'heure actuelle, le programme permet de soutenir 64 aires protégées dans les sept États de l'Amazonie légale brésilienne. Dans le cadre du projet de l'AFCoF, FUNBIO a soutenu la création de 43 nouvelles réserves privées (Reserva Particular do Patrimônio Natural - RPPN) d'une superficie totale de 3 700 hectares de superficie, et il a contribué au financement de 13 plans de gestion.</p>
3. Envergure des opérations menées	3,67	<p>FUNBIO a la capacité de participer à des projets de grande envergure du FEM. Il collabore également avec d'importantes organisations bilatérales et détient un portefeuille qui ne cesse de grandir.</p> <p>Ces cinq dernières années, le coût moyen des projets de FUNBIO s'établissait à 20 millions de dollars. Toutefois, deux projets de très grande envergure influent sur ce chiffre (le programme ARPA et le Fonds pour les forêts de la côte atlantique de Rio de Janeiro). Ensemble, ces projets représentent plus de 220 millions de dollars de financement total, ce qui augmente considérablement le coût moyen des projets de FUNBIO. Si l'on fait abstraction de ces deux projets, le coût moyen des projets de FUNBIO est d'environ 6,5 millions de dollars.</p> <p>Le plus grand projet administré par FUNBIO était le programme ARPA (phase I), avec plus de 60 millions de dollars dépensés en 6 ans. Un fonds de dotation d'environ 32 millions de dollars a été établi grâce à ce projet.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,25	<p>FUNBIO peut mobiliser des cofinancements d'un montant important auprès de donateurs bilatéraux et d'autres sources.</p> <p>Le montant total des cofinancements mobilisés par FUNBIO a progressé, passant de 25,3 millions de réais brésiliens (approximativement 14 millions de dollars) en 2007 à quelque 39,6 millions de réais (approximativement 22 millions de dollars) en 2011 – soit une augmentation de 56,5 %.</p> <p>Sur ces cinq dernières années, les contributions de FUNBIO sur</p>

		<p>ses ressources propres, en part du budget total de ses projets, étaient les suivantes : 23 % en 2007, 36 % en 2008, 28 % en 2009, 44 % en 2010, et 22 % prévus en 2011.</p> <p>Les principales sources de cofinancement de FUNBIO sont les suivantes : a) les dons d'organismes multilatéraux et bilatéraux et d'organisations internationales tels que le FEM, la Banque mondiale, la FAO, la banque allemande de développement KfW, le ministère fédéral allemand de l'Environnement, le WWF, etc. ; b) le produit des placements réalisés au Brésil et à l'étranger ; et c) les commissions sur les prestations fournies.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,5	<p>FUNBIO a mis en place un système, comprenant notamment des indicateurs clairs, pour mesurer son efficacité, et a commencé à contrôler sa performance dans le temps. FUNBIO dispose d'un cadre bien défini de gestion et de contrôle des coûts. En outre, il a mis en place des procédures robustes de reddition de comptes qui englobent des procédures de présentation des rapports d'audit externe et des rapports financiers. FUNBIO a également mis en place, en 2010, un bureau de gestion des projets, dirigé par un professionnel de la gestion des projets, certifié par un institut de gestion des projets.</p> <p>Le ratio coût du projet/coûts administratifs des projets de FUNBIO a été le suivant : 78 millions de dollars/16,3 millions de dollars (20 % en 2011) ; (66 millions de dollars/7,7 millions de dollars (11 % en 2010). En général, les coûts administratifs sont inférieurs à 20 % du coût du projet.</p> <p>Il faut environ un à six mois à FUNBIO pour porter un projet du stade de la conception à celui de l'approbation.</p>
6. Réseaux et contacts	3,83	<p>FUNBIO dispose d'un solide réseau de collaborateurs, qu'il s'agisse d'organismes gouvernementaux, d'OSC ou d'institutions de recherche.</p> <p>Depuis qu'il a démarré ses opérations en 1996, FUNBIO a déboursé plus de 22 millions de dollars au profit de 108 organisations. Si certaines organisations ont bénéficié de plus d'une aide financière, 60 des 108 institutions sont des organisations de la société civile à caractère local, national et international, sept sont des institutions de recherche, et 41 sont de petites associations locales.</p> <p>Les partenaires de FUNBIO incluent notamment Fundação Biodiversitas, Centro Nacional de Mamíferos Aquáticos (CMA/ICMBio), Associação dos Produtores Alternativos, et</p>



		Organização Indígena Padereehj.
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	<p>FUNBIO a été créé en tant que fonds à durée de vie limitée avec une dotation initiale de 20 millions de dollars fournie par le FEM, et il continue de mettre en œuvre cinq projets financés par l'institution.</p> <p>Outre la dotation initiale de 20 millions de dollars, FUNBIO a exécuté des activités à hauteur de 30 millions de dollars du FEM au cours de la première phase du programme ARPA (2002-2008), et il exécute actuellement trois autres projets financés par le FEM, à savoir : 1) le Programme national pour des interventions intégrées des secteurs public et privé en faveur de la biodiversité – Probio II ; 2) le Projet sur la pollinisation ; et 3) le Projet sur le cerrado et la surveillance du biome. Ensemble, ces projets se chiffrent à 15 millions de dollars.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,64**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

40. FUNBIO, créé grâce à des fonds du FEM, est devenu un organisme ayant un avantage comparatif dans les domaines de la biodiversité et de l'initiative REDD+ et sur le plan des partenariats établis au Brésil et en Amérique du Sud. FUNBIO ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Fonds national de l'environnement du Pérou (FONAM)

41. Le FONAM est une institution privée à but non lucratif créée par le Congrès de la République du Pérou en 1997 et basée à Lima (Pérou).

42. Le FONAM a pour mission de parrainer et de faciliter financièrement l'investissement public et privé dans la réalisation de programmes, de projets, d'investissements et d'activités environnementales visant à favoriser le développement durable du pays dans les domaines du changement climatique, du renforcement des capacités, de la biodiversité, de la gestion durable des forêts, de la REDD, de la désertification et de la pollution locale.

43. Le FONAM finance ses projets au moyen de dons et donne accès aux financements pour des investissements publics et privés ayant trait à la politique environnementale du pays. Le FONAM a de l'expérience dans la mise en œuvre et/ou de l'administration des projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux tels que la Banque mondiale (BIRD), la BID, la JICA, la KfW, la Moore Foundation, les Gouvernements français, allemand et néerlandais, le Centre RISOE du PNUE, ainsi que des bailleurs de fonds locaux, dont le ministère de l'Énergie et des Mines, le ministère de l'Environnement, et les collectivités régionales et locales du Pérou.

44. Le FONAM sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Entité nationale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1-4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3.58	<p>Le FONAM mène des opérations dans la plupart des domaines d'intervention du FEM. Il a mis en œuvre des projets du FEM ainsi que des projets intéressant le FEM et financés par d'autres organismes bilatéraux et multilatéraux.</p> <p>Le FONAM participe à la promotion des investissements dans des projets environnementaux liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce à des incitations mises en place sur le marché du carbone. Le FONAM encourage également les investissements dans des projets environnementaux liés à la gestion durable des forêts grâce à la promotion de la gestion durable des services environnementaux fournis par les écosystèmes forestiers. En outre, le FONAM identifie et facilite les projets visant à valoriser les sources d'énergie renouvelable, l'adoption de technologies propres, les projets axés sur la maîtrise de</p>

		l'énergie, la production des énergies propres, et le remplacement des combustibles très polluants par des combustibles plus propres tels que les biocarburants ou le gaz naturel.
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,78	Le dossier de candidature du FONAM montre clairement qu'il obtient régulièrement des résultats satisfaisants. Depuis sa création, le FONAM travaille directement et indirectement à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets environnementaux au Pérou, lesquels donnent des résultats mesurables, notamment le reboisement de 120 hectares de terres dans la province de Hualgayoc (Cajamarca), la réduction des émissions de GES de l'ordre de 25 millions de tonnes d'équivalent CO2 grâce à 234 projets qu'il a exécutés, et la construction d'une piste cyclable dans la ville de Lima, qui a favorisé une réduction annuelle des émissions estimée à 22 tonnes de CO2.
3. Envergure des opérations menées	3,38	<p>Le bilan du FONAM a fait ses preuves dans la participation à des projets de la taille des projets de moyenne envergure du FEM.</p> <p>Le montant total du financement des 30 projets mis en œuvre ces cinq dernières années s'élève à 30 628 946 dollars. En moyenne, le montant des décaissements a été de 6 125 789 dollars. Le montant des décaissements au cours des cinq dernières années a été le suivant : 14 701 070 millions de dollars en 2011, 4 447 518 millions de dollars en 2009, 3 431 132 dollars en 2008, et 5 423 012 dollars en 2007.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,5	Le FONAM a la capacité de mobiliser des cofinancements, car près de 93 % du financement total de ses projets au cours des cinq dernières années provenaient de donateurs. Les sources de financement du FONAM sont notamment le PNUE, la BID, la Banque mondiale, et des entreprises privées telles que Minera Yanacocha Srl, Compañía de Minas Buenaventura Saa, Minera Gold Fields-La Cima SA, et Consolidada De Hualgayoc Sa.
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,33	<p>Le FONAM a mis en place un système, comprenant notamment des indicateurs clairs, pour mesurer son efficacité, et a commencé à contrôler sa performance au fil du temps. La gestion des risques et le Code d'éthique sont tous les deux consignés par écrit au FONAM.</p> <p>Il faut environ 12 à 24 mois au FONAM pour porter un projet du stade de la conception à celui de l'approbation par</p>

		<p>l'institution.</p> <p>Les coûts administratifs du FONAM sont inférieurs à 5 % des coûts des programmes. Les coûts administratifs du FONAM s'élèvent à 300 000 dollars par an, et pour l'administration des fonds et des projets la moyenne est de 6 125 789 dollars par an.</p>
6. Réseaux et contacts	3,67	<p>Le FONAM dispose d'un réseau de collaborateurs nationaux et internationaux intéressants pour le FEM. Il a également fourni des exemples de projets auxquels il a collaboré avec d'autres partenaires, y compris les bénéficiaires et des experts pour avoir des effets positifs pour l'environnement mondial et au plan de l'adaptation.</p> <p>L'une des principales activités auxquelles le FONAM a participé consistait à attirer les investissements sur le marché du carbone du Pérou. Grâce à ses projets qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre afin d'atténuer les effets du changement climatique, le FONAM établit un réseau de contacts qui inclut les autorités locales, provinciales et régionales, et d'autres acteurs tels que les institutions financières, les consultants, les organismes d'exécution, les entités qui achètent les URCE et les REV dans le cadre du changement climatique tant dans le secteur de la foresterie que dans celui de l'énergie au Pérou et dans le monde.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	<p>Le FONAM intervient dans sept domaines au Pérou, dont la plupart intéressent le FEM, à savoir : foresterie et services environnementaux, changement climatique et marché du carbone, responsabilité du secteur minier à l'égard de l'environnement, maîtrise de l'énergie, énergies propres et modes de construction durables, développement durable, gestion des déchets solides et des eaux usées, et modes de transport durables.</p> <p>L'expérience du FONAM montre que les projets relatifs à l'environnement mondial ou à l'adaptation au changement climatique sont au cœur de ses activités.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,54**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

45. Le FONAM remplit la plupart des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution. Le FONAM ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Банк ВТБ – Banque VTB (VTB) – Russie

46. La banque VTB est une société par actions à responsabilité limitée ouverte qui a été créée en 1990 dans le but de fournir des services financiers à l'appui d'un meilleur avenir durable pour ses clients, ses actionnaires et la société. L'État russe détient 85,5 % de la banque à travers l'Agence fédérale de gestion de la propriété d'État (Rosimouchchestvo), et les actionnaires privés en détiennent 14,1%. Deuxième banque de la Fédération de Russie, VTB offre des services bancaires en Russie, dans la Communauté des États indépendants (CEI), en Europe de l'Ouest, en Asie et en Afrique. Elle est basée à Moscou (Russie), a des représentations dans 19 pays, et compte 54 606 employés.

VTB est active dans les secteurs des services bancaires aux entreprises, des services bancaires d'investissement et des services bancaires aux particuliers. La division des services bancaires d'investissement de VTB, VTB Capital, mobilise ses propres ressources qu'elle reçoit de l'État russe, des emprunts et de ses autres actionnaires (privés) pour affecter les capitaux à risque privés et la consolidation de la dette à des projets et programmes d'investissement dans divers secteurs, y compris ceux qui profitent à l'environnement mondial et local et soutiennent un développement durable sur le plan environnemental.

47. Prestataire de services financiers en expansion, VTB souhaite rendre plus écologiques ses services et le secteur bancaire de la Fédération de Russie en général. Sa mission est d'intégrer les préoccupations environnementales mondiales à ses opérations ; et d'accroître substantiellement ses propres ressources et mobiliser des financements supplémentaires pour les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie dans les secteurs le secteur public et industriel, et des projets environnementaux réalisés à travers le monde.

48. VTB s'emploie à mobiliser des ressources financières à l'appui des énergies renouvelables à travers des services de conseil, à faciliter l'atténuation des effets du changement climatique en participant aux mécanismes du marché du carbone et en encourageant le recours à ces mécanismes pour contribuer à améliorer l'état environnemental de la planète en participant au dialogue politique avec les gouvernements. Dans ce contexte, VTB s'emploie à promouvoir les investissements à travers des partenariats public-privé.

49. VTB sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Entité nationale*.

**Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :**

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1.Intérêt pour le FEM	2,17	La déclaration de mission de VTB ne coïncide pas avec les objectifs du FEM, mais elle peut présenter un intérêt pour le Fonds dans certains domaines, comme le changement climatique et la dégradation des sols.

		<p>Dans le domaine du changement climatique, VTB participe à l'établissement d'un fonds mondial pour les énergies renouvelables doté de 300 millions de dollars, collabore avec la BIRD, l'IFC, et la BERD à la mobilisation des prêts et placements en actions à l'appui des énergies renouvelables par l'intermédiation et des prêts de cofinancement pour des projets en Russie, et contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le cadre du projet d'autoroute de contournement de la Russie.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « dégradation des sols », VTB participe à l'établissement, à la mobilisation, au financement et à la gestion d'un fonds d'investissement pour l'agriculture durable et les méthodes de gestion des terres.</p>
2.Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	1,83	VTB n'a pas fourni d'évaluations indépendantes de projets ou des résultats de projets quantifiables présentant un intérêt pour le FEM.
3.Envergure des opérations menées	3,78	<p>Banque commerciale disposant d'un portefeuille de plusieurs milliards de dollars, VTB a la capacité et l'expérience pour participer à des projets de moyenne et grande envergure du FEM.</p> <p>Deuxième groupe bancaire en Russie et au sein de la CEI, et l'un des plus grands groupes financiers présents dans les marchés émergents, avec un portefeuille de prêts de plus de 150 milliards de dollars et environ 120 milliards de dollars en dépôts, VTB a des capacités et un potentiel avérés de mobilisation des cofinancements voulus pour les projets du FEM.</p> <p>Ces cinq dernières années, le coût moyen des projets de VTB était de 35 millions de dollars. Cependant, le plus important projet de VTB intitulé « Reconstruction du Théâtre du Bolchoï à Moscou » a coûté 555 000 000 de dollars. La construction et la rénovation d'un nouveau bâtiment du théâtre ont été réalisées grâce à des technologies modernes et à des équipements économes en énergie, y compris des matériaux naturels respectueux de l'environnement, des systèmes de chauffage et de ventilation sobres en énergie, des systèmes de contrôle automatiques pour réguler la consommation d'énergie, etc..</p>
4.Capacité à	4	VTB a la capacité d'engager ses propres ressources pour des projets

mobiliser des cofinancements		<p>du FEM et ne serait pas largement tributaire du Fonds pour sa viabilité. La viabilité de VTB ne dépendra pas largement du FEM car cette banque dispose déjà d'autres sources de financement. Durant la seule année 2010, VTB a reçu 370 millions de dollars au moyen de prêts syndiqués, 13,2 milliards de dollars au moyen de titres de créance, 4,7 milliards de dollars au moyen de billets à ordre, et 3,7 milliards de dollars au moyen d'autres emprunts effectués principalement auprès d'autres banques relevant de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).</p>
5.Efficacité du fonctionnement interne	3,44	<p>VTB a mis en place un système, comprenant notamment des indicateurs clairs, pour mesurer son efficacité, et a commencé à contrôler sa performance dans le temps. Elle dispose d'un système pour mesurer son efficacité, les décisions de sa direction sont fondées sur des données concrètes.</p> <p>Le ratio coûts administratifs/coût des projets de VTB a été de 3,5 % en moyenne ces cinq dernières années. En 2011, VTB a fourni plus de 14 milliards de dollars à travers des prêts et des participations pour le financement de projets (à l'exclusion des financements tiers mobilisés dans le cadre de ses services bancaires d'investissement). Les coûts administratifs sont bien maîtrisés malgré l'expansion active du Groupe et l'accroissement de ses opérations dans ses différentes branches d'activité.</p> <p>Il faut en moyenne 3 à 5 mois à VTB pour porter une idée d'investissement du stade de l'identification du projet à celui de l'approbation du financement, pour un projet de 10 à 50 millions de dollars, sous réserve de la garantie de la faisabilité du projet et de la résolution des problèmes réglementaires.</p>
6.Réseaux et contacts	3	<p>VTB a de l'expérience en matière de collaboration avec un large éventail de partenaires à l'exécution de projets, et elle a commencé à constituer un réseau d'organismes et experts collaborateurs dans le domaine de l'environnement au niveau national et régional, mais ce réseau n'est pas encore très vaste.</p> <p>Le réseau de VTB est principalement constitué d'organismes publics russes, dont le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, le ministère de la Santé et du Progrès social, le ministère des Transports, le ministère de la Culture, etc.. Le WWF Russie fait partie des ONG œuvrant dans la protection de l'environnement avec lesquelles VTB a collaboré.</p>
7.Expérience des projets du	Satisfaisant	VTB a engrangé des succès et de l'expérience dans l'administration et l'exécution de projets environnementaux en collaboration avec le



FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays		ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Fédération de Russie et d'autres organisations non gouvernementales de la région. VTB offre la possibilité de renforcer la participation de la Fédération de Russie au réseau du FEM.
--	--	---

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,04**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

50. VTB remplit quatre des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Elle a montré qu'elle est largement en mesure de mobiliser des cofinancements et de mener des opérations de grande envergure, jouant un rôle crucial dans la prise en compte de problèmes environnementaux mondiaux dans la mise en place des investissements dans divers secteurs en Russie et dans la région. VTB ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Agence nationale de recherche et d'innovation (ANII) – Uruguay

51. L'ANII est une organisation publique nationale de recherche qui a été créée en 2006. Son siège est basé à Montevideo (Uruguay) et elle compte actuellement 52 employés à temps plein.

52. L'ANII a pour mission d'exécuter les directives politiques et stratégiques de l'Uruguay en matière de recherche et d'innovation par la promotion, la coordination et le renforcement des capacités du système national pour assurer un développement productif et social.

53. Les activités quotidiennes de l'ANII consistent à concevoir, organiser et administrer des plans, des programmes et des instruments pour le développement durable et le progrès scientifique et technologique, et à déployer et renforcer les capacités d'innovation en Uruguay. L'ANII a également pour objectif stratégique de faciliter le dialogue et la coordination entre différents acteurs, notamment les autorités uruguayennes participant à l'optimisation durable de l'utilisation des ressources naturelles du pays. L'ANII finance ses projets au moyen de dons.

54. L'ANII est financée par le Gouvernement uruguayen et reçoit des contributions de la compagnie pétrolière appartenant à l'État (ANCAP), de l'Institut de recherche agricole (INIA), et de la compagnie d'électricité uruguayenne UTE. L'ANII a également signé des accords de dons avec l'Union européenne et le Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement.

55. L'ANII sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Entité nationale*.

### *Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	2,33	<p>L'ANII est une jeune institution scientifique et, actuellement, son mandat correspond peu aux objectifs et à la mission du FEM. Sa déclaration de mission ne rejoint pas totalement les objectifs du FEM, mais elle peut présenter un intérêt pour l'institution dans certains domaines, notamment l'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation.</p> <p>L'ANII a été désignée par le Gouvernement uruguayen comme membre du Comité consultatif uruguayen sur les changements climatiques. L'ANII négocie actuellement avec le ministère uruguayen de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche pour la conception et l'évaluation d'un projet d'adaptation qui vise à protéger les agriculteurs très vulnérables aux effets du changement climatique et de la sécheresse.</p>

2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	1,33	<p>L'ANII n'a démarré ses activités qu'en 2008. Si jusqu'ici elle a financé plus de 500 projets de recherche et 300 projets d'innovation, la plupart de ces projets sont encore en cours d'exécution et quelques-uns seulement ont été achevés et sont en cours d'évaluation.</p> <p>L'ANII n'est par conséquent pas en mesure de présenter des résultats quantifiables de ses projets, et à ce stade, il est difficile de dire si l'ANII obtient des résultats satisfaisants dans le cadre de ses projets ou composantes de projets qui intéressent le FEM.</p>
3. Envergure des opérations menées	2,67	<p>À ce stade, étant un organisme très jeune, l'ANII fait preuve d'une faible capacité à collaborer avec le FEM. N'ayant démarré ses opérations qu'en 2008, elle ne peut pas encore produire de rapport sur la réalisation concluante d'un projet financé par une organisation bilatérale ou multilatérale importante.</p> <p>Cependant, il est important de noter que l'ANII a reçu des fonds d'organisations bilatérales et multilatérales importantes comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'Union européenne à hauteur de 32,5 millions de dollars, 34 millions de dollars et 11 millions de dollars, respectivement. En moyenne, le montant du financement consenti par l'ANII pour ses projets depuis 2008 a été d'environ 10 millions de dollars par an.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	2,67	<p>Il est difficile de dire si l'ANII aurait des difficultés à affecter ses propres ressources à des projets du FEM et à mobiliser des cofinancements, car ses antécédents sur ce plan ne sont pas nombreux.</p> <p>Actuellement, la dotation budgétaire annuelle accordée à l'ANII par le Gouvernement uruguayen s'élève à 26 millions de dollars. Outre ces crédits budgétaires, l'ANII compte sur les contributions la compagnie pétrolière publique (ANCAP), de l'Institut de recherche agricole (INIA), et de la compagnie d'électricité uruguayenne (UTE), pour un montant annuel de 5 millions de dollars. Enfin, l'ANII a signé des accords de dons avec l'Union européenne et le Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement pour un montant total de 15 millions de dollars.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3	<p>L'ANII a mis en place un système, comprenant notamment des indicateurs clairs, pour mesurer son efficacité. C'est le premier organisme latino-américain de ce type à faire certifier la totalité de ses processus par le Système de gestion de la qualité selon la norme ISO 9001:2008.</p> <p>Les coûts administratifs de l'ANII sont généralement compris dans</p>

		la fourchette de 8 à 15 % des coûts des programmes. Son ratio coût administratif-coût du programme était de 2,7 millions de dollars pour 25,3 millions de dollars (soit 9 %) en 2011, 2,2 millions de dollars pour 24,7 millions de dollars (soit 8 %) en 2010, 1,7 million de dollars pour 20,2 millions de dollars (soit 8 %) en 2009, et 1,15 million pour 7,04 millions de dollars (soit 14 %) en 2008.
6. Réseaux et contacts	2,92	<p>L'ANII a de l'expérience en matière de collaboration à l'exécution de projets environnementaux, et elle a commencé à constituer un réseau d'organismes et d'experts collaborateurs au niveau national, mais ce réseau n'est pas encore très vaste.</p> <p>L'ANII a récemment mis en œuvre un programme grâce à des financements de l'Union européenne pour un montant de 10,4 millions de dollars. Pour ce programme, l'ANII a transféré des fonds à l'Institut Pasteur à Montevideo, au Pôle technologique de Pando et au Centre d'essai de logiciels de l'Uruguay, et a supervisé l'exécution du programme.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	<p>L'ANII a pour mission d'exécuter les directives politiques et stratégiques de l'Uruguay en matière de recherche et d'innovation par la promotion, la coordination et le renforcement des capacités du système national pour assurer un développement productif et social.</p> <p>Le financement des projets dans les domaines prioritaires est l'une des activités et l'une des missions les plus importantes de l'ANII. Ces secteurs ont été identifiés dans le Plan stratégique national sur la science, la technologie et l'innovation (PENCTI), et l'un d'eux est le secteur « environnement et services environnementaux ». Intervenir dans un secteur stratégique suppose que l'ANII a pour mission de recenser les problèmes et les opportunités de développement, mais aussi de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives pour y apporter des solutions.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 2,49**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

56. Jeune institution créée tout juste en 2006, l'ANII n'a pas encore une expérience et un bilan suffisants pour devenir une Entité de projet du FEM. Elle ne remplit que cinq des six critères requis à cet effet et n'a pas obtenu la moyenne générale nécessaire pour passer à la phase II. Par conséquent, le Secrétariat du FEM ne recommande pas au Conseil du FEM d'approuver son passage à la phase II. Toutefois, compte tenu de sa mission, de son programme de travail et de son potentiel, l'ANII pourrait devenir admissible au statut d'Entité de projet du FEM d'ici à FEM-6.

## Corporación Andina de Fomento – Banque latino-américaine de développement (CAF)

57. La CAF est une banque multilatérale de développement créée en 1970 dont les membres comprennent actuellement 18 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe, ainsi que 14 banques privées de la région andine. Elle est basée à Caracas (Venezuela) et mène des activités en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en République dominicaine, en Équateur, en Jamaïque, au Mexique, au Panama, au Paraguay, au Pérou, au Portugal, à Trinité-et-Tobago, en Uruguay et au Venezuela.

58. La CAF a pour mission de promouvoir le développement durable et l'intégration régionale par la mobilisation efficace des ressources pour la fourniture en temps opportun de multiples services financiers à forte valeur ajoutée à des clients publics et privés dans ses pays actionnaires.

59. Cette organisation promeut un modèle de développement durable grâce à des opérations de crédit, à des subventions et à l'appui technique, et elle propose des services de montage financier pour des projets des secteurs public et privé en Amérique latine. La CAF finance ses projets au moyen de prêts.

60. La CAF sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*Organisation régionale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,5	Le mandat de la CAF cadre bien avec les thèmes défendus par le FEM. La CAF a conçu et exécuté une série de programmes spécialisés liés à l'environnement. Ces projets encouragent et soutiennent des initiatives nationales et régionales axées sur la protection de la nature et l'utilisation durable du patrimoine naturel de la région. Ils contribuent également à renforcer le secteur de l'environnement dans chacun des pays actionnaire par le biais du Programme sur la biodiversité (BioCAF), du Programme sur le carbone en Amérique latine, du Programme sur les sources d'énergie alternatives et propres (PLAC+e), du Programme spécial de financement des projets d'énergie propre (PROPEL), du Programme de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles (PREVER), du Programme intégré de gestion de l'eau, du Programme de développement urbain durable, et du Programme de promotion du développement durable dans les institutions financières.

		<p>Le Programme sur la biodiversité de la CAF a pour objectif de promouvoir la préservation et l'utilisation durable des écosystèmes, des ressources naturelles et génétiques, et de la biodiversité. À cette fin, la CAF met l'accent sur le financement d'initiatives visant à préserver les écosystèmes et les espèces dans la région où elle mène ses opérations, sur la promotion des services environnementaux comme stratégie de préservation de l'écosystème naturel, et sur les activités qui améliorent la qualité de vie des populations et l'adoption de mécanismes et outils applicables aux produits et services et autres ressources naturelles (marchés verts, biocommerce et biotechnologie). En outre, le programme PLAC+e de la CAF diversifie ses options d'achat et favorise la commercialisation des unités de réduction des émissions de GES pour les acheteurs, élargissant les possibilités de vente des crédits carbone (URCE ou REV) sur divers marchés et à divers acheteurs possibles.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,5	<p>La CAF peut prouver qu'elle obtient en général des résultats modérément satisfaisants dans le cadre des projets du FEM qu'elle a administrés ou exécutés. La CAF a également fourni quelques exemples de projets qui ont obtenu de bons résultats sur le plan de l'amélioration de la qualité de l'environnement mondial : par le biais de la facilité conclue entre la CAF et les Pays-Bas dans le cadre du MDP, les transactions menées ayant porté sur la réduction des émissions à hauteur 8,6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. À l'heure actuelle, le PLAC+e gère et prépare 32 opérations de réduction des émissions de GES en Amérique latine dans le cadre de divers projets, dont six petites centrales hydroélectriques, six projets axés sur la biomasse, cinq projets portant sur la maîtrise de l'énergie, cinq projets liés aux transports, trois projets axés sur la biomasse industrielle, deux projets d'interconnexion électrique, un projet de site d'enfouissement, un projet d'énergie géothermique, et un projet d'énergie éolienne. Le portefeuille de projets équivaut à 6,8 millions de tonnes de GES évités et représente plus de 88 millions de dollars.</p>
3. Envergure des opérations menées	4	<p>La CAF est capable de s'occuper de projets de grande envergure du FEM.</p> <p>Ces cinq dernières années, le montant moyen des projets de la CAF sur l'ensemble de ses opérations de crédit a été de 70,7 millions de dollars, tandis que le montant moyen de ses projets de coopération technique sur la même période était de 115 472 dollars.</p> <p>Le plus important projet financé par la CAF, la centrale hydroélectrique de Tocoma, a bénéficié de 1,5 milliard de dollars – comprenant des prêts à hauteur de 300 millions de dollars en 2004, 600 millions de dollars en 2007 et 600 millions de dollars en 2010. Sur les 5 dernières années, la CAF a financé 1 980 projets, dont des projets de coopération technique. 550 de ces projets représentaient des</p>

		opérations de prêt.
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,75	<p>La CAF a démontré qu'elle avait une solide capacité à mobiliser des cofinancements. Elle est capable d'engager ses propres ressources pour financer des projets du FEM.</p> <p>Le montant moyen du total des financements que la CAF a affectés à ses projets au cours des cinq dernières années s'établit à 7 963 millions de dollars.</p> <p>La CAF vise à mobiliser 30 % de cofinancements pour l'ensemble de ses opérations, à l'exception de la coopération technique, qui nécessite au moins de 20 % de cofinancement du secteur public et au moins 50 % du secteur privé.</p> <p>Les sources de cofinancement des opérations de la CAF sont les suivantes : Findeter, Davivienda, Corporacion Financiera Nacional (CFN), Servicio de Agua Potable y Alcantarillado–SEDAPAL, Gas Natural de Lima, Edpyme Crear Arequipa, COFIDE, la BID, Ferrocarril General Belgrano, YPF, la KFW, Odebrecht, West Kingston Power Partners Ltd, etc.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	4	<p>La CAF dispose d'un système bien en place pour le suivi et l'amélioration de son efficacité au fil du temps. Ce système permet de mesurer régulièrement ses performances. Dans le cadre de son programme stratégique, la CAF s'emploie à réduire ses risques opérationnels, à optimiser l'utilisation des talents internes et à accroître sa flexibilité et sa capacité à répondre aux besoins de ses clients et de ses actionnaires afin d'atteindre des niveaux d'efficacité plus élevés dans le cadre de ses responsabilités. Le délai entre la soumission d'un projet et son approbation par le conseil d'administration de la CAF est de 3 à 6 mois. Le ratio coûts administratifs-coût du projet de la CAF ces dernières années a été le suivant : 69 745 dollars pour 10 533 000 millions de dollars en 2010, 61 604 dollars pour 9 171 000 dollars en 2009, et 56 619 dollars pour 7 946 000 dollars en 2007. Il est constamment inférieur à 1 %.</p> <p>La restructuration organisationnelle ou la décentralisation de la CAF a été mise en œuvre pour apporter des réponses plus efficaces à la demande croissante des activités de la CAF de la part des nouveaux pays membres à part entière. La décentralisation a débouché sur l'ouverture de représentations en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, en Espagne, au Panama, au Pérou et en Uruguay – lesquels viennent s'ajouter au siège établi au Venezuela. Elle permet à la CAF de se rapprocher de ses clients et donc d'être plus efficace et plus à l'écoute. En outre, elle vise à préserver et à renforcer des aspects tels que l'agilité, la productivité et la souplesse dans la gestion des affaires, trois des principaux avantages comparatifs de la CAF.</p>
6. Réseaux et contacts	3.92	<p>La CAF collabore avec un grand nombre d'organisations multilatérales et d'institutions régionales et universitaires pour mettre en œuvre des projets. Elle collabore notamment avec les organisations</p>

		suivantes : Comunidad Andina (Pérou), Mercosur (Uruguay), Fundación Amigos de la Naturaleza e Bolivia (FAN), Bolivia Fundación Biodiversidad (Espagne), la Banque mondiale (É-U), le Fonds monétaire international (É-U).
Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	La CAF soutient l'amélioration de la gouvernance et le développement des capacités au sein des institutions, des entreprises et des groupes sociaux rattachés à ses opérations. La CAF reconnaît l'importance d'échanger et de diffuser les informations utiles pour la gestion environnementale et sociale assurée par les entités gouvernementales, le secteur privé et les collectivités, dans le respect des politiques et stratégies définies par ses pays actionnaires.

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,78**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

61. La CAF remplit la plupart des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution, et elle a la capacité de mobiliser des fonds et de gérer des projets de grande envergure. La CAF ayant obtenu une moyenne satisfaisante à la phase I, le Secrétariat du FEM a le plaisir de recommander l'approbation par le Conseil du FEM de son passage à la phase II du processus d'accréditation.



## Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

62. LA BOAD est une institution internationale créée en 1973 pour servir les intérêts des pays francophones et lusophones d'Afrique de l'Ouest. Elle a été créée par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et ses huit pays membres, à savoir : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Elle est financée par les États membres, des gouvernements étrangers et des organismes internationaux, et a son siège basé Lomé (Togo). Les interventions de la BOAD en matière d'évaluation environnementale portent essentiellement sur les aspects suivants : i) suivi et évaluation de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les projets financés par elle ; ii) renforcement des capacités des acteurs des études d'impact sur l'environnement et de l'audit environnemental des États membres de l'UEMOA ; iii) promouvoir des partenariats en vue de la gestion durable de l'environnement.

63. Selon l'article 2 de ses statuts, la BOAD a pour objet est de « promouvoir le développement équilibré des États membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest ».

64. La BOAD est une institution spécialisée dont la mission est de financer le développement. Pour ce faire, elle appuie les efforts de développement des pays membres en renforçant et en diversifiant ses activités. Depuis sa création, elle œuvre au financement des projets liés à l'intégration au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et a ainsi acquis un statut régional. Elle octroie des crédits à long et moyen terme à ses pays membres et à leurs institutions publiques, aux entreprises privées prenant part à des projets de développement d'importance régionale pour ses membres, ainsi que des lignes de crédit pour financer des projets de microcrédits et des petites et moyennes entreprises privées.

65. La BOAD sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation régionale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	2,83	La BOAD s'intéresse aux questions environnementales. Sa mission à l'égard de l'environnement consiste notamment à : i) promouvoir l'évaluation environnementale par le suivi des politiques afin de veiller à ce que les questions environnementales soient prises en compte dans les projets qu'elle finance ; ii) lutte contre les effets du changement climatique par le biais de l'Initiative carbone. Toutefois, le mandat de la BOAD ne cadre pas suffisamment avec les objectifs et la mission du FEM. Elle n'a pas une grande expérience des projets de l'institution, mais elle en a pour ceux

		ayant trait à l'adaptation. Elle a exécuté des projets d'adaptation au changement climatique, à l'instar du « Projet de réhabilitation de barrages et d'aménagement de périmètres et de bas-fonds dans les provinces du Boulkiemdé, du Ziro, du Sanguié et des Balé au Burkina Faso ». Ce projet a pour but de préserver les ressources en eau, réduire les effets du changement climatique, et aider les riverains à mieux gérer les ressources en terre et en eau en limitant leur exploitation et leur dégradation.
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	2,42	La BOAD a contribué au développement agricole et rural dans les États membres de l'UEMOA en finançant des projets d'infrastructure hydro-agricoles, d'adduction d'eau villageoise, de réhabilitation de pistes rurales, de conservation des eaux et des sols, ainsi que des projets liés à la conservation et la régénération des sols. Ils ont souvent été conjointement réalisés avec le Fonds international de développement agricole (FIDA). La BOAD ne dispose cependant pas d'indicateurs clairs montrant que ses projets qui intéressent le FEM ont obtenu des résultats jugés au moins modérément satisfaisants. La BOAD a fourni une liste de projets et de résultats atteints, mais elle n'y a pas inclus les notes des résultats des projets qu'elle a administrés ou exécutés.
3. Envergure des opérations menées	3,67	La BOAD a une expérience des projets qui lui permet de conduire des projets de moyenne envergure du FEM. Au cours des cinq dernières années, le coût moyen des projets financés par la BOAD est de 7 milliards de FCFA (1,4 million de dollars). S'agissant du développement rural, le plus grand projet financé par la BOAD était évalué à 10 milliards de FCFA (20 millions de dollars). Dans d'autres domaines, comme l'énergie, elle a financé des projets d'une valeur de 25 milliards de FCFA (50 millions de dollars). Au cours des cinq dernières années, la BOAD a administré ou exécuté un total de 71 projets. Elle a consigné par écrit l'exécution réussie de projets réalisés au nom d'organisations bilatérales ou multilatérales importantes.
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3	La BOAD montre qu'elle est à même de mobiliser des financements et engager ses propres ressources dans des projets du FEM. Elle ne s'appuiera pas considérablement sur le FEM pour assurer sa viabilité et elle dispose d'autres sources de financement. Elle mobilise les ressources financières en organisant des tables rondes de bailleurs de fonds et des réunions sous-régionales. En 2008, elle a financé et participé à des tables rondes de bailleurs de fonds organisées par le Mali à Bamako et le Togo à Bruxelles. En 2006, un accord pour une ligne de crédit de 30 millions d'euros (39 millions de dollars) a été signé avec l'AFD. Cet instrument financier était destiné au refinancement des projets

		d'infrastructure dans le secteur public, notamment ceux ayant une composante environnementale. Il s'accompagnait de fonds de contrepartie destinés au financement, sous forme de dons, de certaines mesures prévues dans la politique environnementale.
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,58	<p>La BOAD a élaboré des indicateurs de mesure de son efficacité, et a commencé à suivre ses performances. Entre 2008 et 2010, le montant total des coûts administratifs de la BOAD représentait 7,15 % à 7,49 % du montant total de ses prêts et des prises de participation. Par ailleurs, elle a pris des mesures pour améliorer l'efficacité de son fonctionnement interne en modernisant ses règles et règlements à la faveur de la révision de sa déclaration de politique générale et des manuels de suivi-évaluation des projets. Les réformes internes engagées comprennent la création d'un comité de crédit et la rationalisation et la modernisation de ses groupes de travail. La BOAD a en outre modernisé ses procédures en améliorant son efficacité budgétaire globale. Pour ce faire, le budget est désormais géré selon les canons de la gestion axée sur les résultats, les responsabilités des départements de la Banque ont été accrues, et l'institution a adopté des normes comptables internationales.</p> <p>Il faut en moyenne 10 semaines à la BOAD pour porter un projet du stade de la conception à celui de l'approbation.</p>
6. Réseaux et contacts	3,5	<p>La BOAD peut produire des pièces qui montrent qu'elle dispose d'un réseau de collaborateurs et d'experts au niveau national et régional, avec lesquels elle peut travailler dans l'exécution des projets. En 2010, dans le cadre du renforcement et de l'élargissement des relations avec ses partenaires, elle a signé ou actualisé des accords de coopération avec la FAO, la BIsD, l'IFC, le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) de l'Union européenne, la CAEDB, le CILSS, la Banque nationale pour le développement économique et social du Brésil (BNDS), etc.. Ces mesures ont permis que les nouvelles orientations stratégiques de la Banque soient davantage prises en compte par ses partenaires.</p> <p>La BOAD s'est également montrée active dans le cadre de l'accord de partenariat environnemental BOAD-AFD, qui permet de financer les entreprises publiques et privées des pays de l'UEMOA, encourageant ainsi la mise en œuvre du programme social et environnemental de chaque pays.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des	Satisfaisant	Le bilan de la BOAD montre qu'elle a l'expérience de l'exécution de projets, qu'elle dispose des capacités pour le faire, et que les pays bénéficiaires s'approprient les projets. Elle a participé à la création du Réseau des unités sociales et environnementales de l'UEMOA, qui regroupe les chefs des unités chargées des infrastructures et de l'environnement dans

projets par le FEM		les ministères en charge de l'environnement et des affaires sociales des 8 pays de l'UEMOA.
--------------------	--	---

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,17**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

66. La BOAD a obtenu une moyenne générale satisfaisante pour la phase I. Même si elle ne satisfait pas à deux des six critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM, le Secrétariat recommande la BOAD au Conseil, parce qu'il estime qu'elle apportera de la valeur ajoutée au réseau du FEM, notamment dans le domaine de l'adaptation.

## Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

67. L'OSS est une organisation indépendante créée en 1992, dont le mandat régional couvre les zones arides, semi-arides et subhumides sèches des pays de la zone péri-saharienne en Afrique, à savoir : Algérie, Égypte, Lybie, Maroc, Tunisie, Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Soudan et Ouganda.

68. La communauté de l'OSS comprend 22 pays membres, 5 pays situés en Europe et en Amérique du Nord (Allemagne, Canada, France, Italie et Suisse), 4 organisations sous-régionales représentant l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord, une organisation sous-régionale couvrant toute la zone circum-saharienne (CEN-SAD), des organisations régionales, ainsi que des organisations du système des Nations Unies et des organisations de la société civile. Le siège de l'OSS se trouve à Tunis (Tunisie).

69. Le mandat de l'OSS est de constituer un cadre de partenariat Nord-Sud et Sud-Sud en vue de mobiliser et de renforcer les capacités des pays membres à s'attaquer aux problèmes environnementaux auxquels ils font face pour assurer un développement durable tout en luttant contre la désertification. Le travail de l'OSS porte essentiellement sur les questions relatives à l'eau et à la dégradation des sols.

70. L'OSS apporte des financements à ses pays et organisations membres afin de les aider à produire, gérer et diffuser des informations susceptibles d'être utilisées pour assurer la gestion durable des ressources naturelles. L'OSS travaille dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches d'Afrique, dans le droit fil des principaux instruments internationaux sur l'environnement et le développement durable, notamment le programme Action 21, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CBD), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

71. L'OSS sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation régionale*.

**Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :**

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	2,75	L'objet de l'OSS correspond peu au mandat et aux objectifs globaux du FEM. La déclaration de mission de cet organisme ne cadre pas entièrement avec les objectifs du FEM, mais peut présenter un certain intérêt pour le FEM dans le domaine d'intervention « eaux internationales » et a de l'expérience dans les domaines de l'adaptation au changement climatique et de

		<p>lutte contre la désertification/dégradation des sols. L'OSS n'a pas d'expérience dans les autres domaines d'interventions du FEM.</p> <p>Il a contribué à l'élaboration d'outils et de mécanismes de suivi permettant d'évaluer les initiatives nationales et régionales de lutte contre la désertification, notamment dans le cadre la CNULD. Par ailleurs, l'OSS s'est engagé dans la conception et la mise en œuvre d'outils harmonisés afin d'aider les pays à gérer de vastes aquifères transfrontaliers. Son expertise s'étend au domaine plus vaste de la gestion des ressources en eau transfrontalières, notamment les eaux de surface.</p> <p>Les interventions de l'OSS dans le domaine de l'adaptation au changement climatique ont abouti à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs permettant de mettre au point des cartes de suivi de la sécheresse aux niveaux national et régional, un modèle de bulletin d'alerte précoce au niveau national, et des cartes de la vulnérabilité structurelle à la sécheresse.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	2,67	<p>L'OSS ne peut faire valoir que quelques projets ayant obtenu de bons résultats dans l'amélioration de la qualité de l'environnement mondial ou dans la contribution au changement climatique.</p> <p>Les activités de l'OSS relatives à l'alerte précoce à la sécheresse au Maghreb (projet « Système maghrébin d'alerte précoce à la sécheresse ») ont donné lieu à la construction d'un prototype de système régional d'alerte précoce en Algérie, au Maroc et en Tunisie, contribuant ainsi à renforcer l'adaptation, à réduire la vulnérabilité aux effets du changement climatique, et à accroître la capacité d'adaptation des écosystèmes. Le travail de recherche de l'OSS intitulé « Réseau d'observatoire de suivi écologique à long terme (ROSELT) » a permis d'identifier des sites potentiels d'installation d'un observatoire dans 15 pays.</p> <p>L'OSS n'a fourni aucun rapport d'exécution de projets, d'évaluation finale de projets ou toute preuve de l'impact direct des projets sur l'environnement ou de leur contribution à l'adaptation au changement climatique.</p>
3. Envergure des opérations menées	2,92	<p>Les capacités de l'OSS sont très faibles pour travailler avec le FEM. L'Observatoire peut présenter les documents relatifs à la réalisation satisfaisante d'un projet financé par une organisation bilatérale ou multilatérale, mais son plus grand projet « Réduction des risques dans la gestion durable du système aquifère du Sahara septentrional » n'a été financé qu'à hauteur de 2,8 millions de dollars.</p>

		<p>L'OSS a exécuté 17 projets au cours des cinq dernières années. Il s'agit de deux projets achevés en 2006 (financement total : 4,2 millions de dollars), quatre projets dont l'exécution a commencé avant 2006 (financement total : 10,4 millions de dollars), cinq projets ayant démarré en 2010 ou en 2011 (financement total : 6,2 millions de dollars, et six qui ont démarré après 2006 (financement total : 1,2 million de dollars).</p> <p>Fait très important, l'OSS ne semble pas disposer de ressources humaines et logistiques lui permettant d'exécuter le projet du FEM qu'il a choisi dans sa demande d'accréditation.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	2,75	<p>L'OSS peut prouver qu'à ce jour, le montant de financement moyen mobilisé pour ses projets équivaut au double de la somme attendue pour le financement de son premier projet du FEM. Toutefois, l'OSS éprouvera des difficultés à engager ses propres ressources dans les projets du FEM. Il semble n'avoir accès qu'à un nombre limité de sources de financement autres que le FEM pour ses projets, et peut devenir tributaire de l'aide de l'institution.</p> <p>Le portefeuille total des projets de l'OSS pour la période 2006-2011 s'élevait à environ 22 millions de dollars. Le coût moyen de chaque projet n'est cependant pas déterminé. L'on ne sait pas non plus si les cofinancements mobilisés sont en nature ou en numéraire. Enfin, l'OSS n'a pas présenté une répartition de ses projets en fonction de leur envergure au cours des cinq dernières années.</p> <p>Les sources de cofinancement de l'OSS au cours de ces dernières années sont, entre autres, la BAfD, l'UE, l'UNESCO et la FAO.</p>
5. Efficacité du fonctionnement	2,12	<p>Les coûts administratifs de l'OSS représentent 35 % à 75 % du coût des projets. Le rapport coût du projet/coûts administratifs est la suivant : 1 611 390 dollars : 693 474 dollars (43 % en 2010) ; 2 028 869 dollars : 1 517 553 dollars (74 % en 2009) et 2 226 884 : 883 824 dollars (39 % en 2008).</p> <p>Aucune explication n'a été fournie par l'OSS sur l'amélioration du système de gestion.</p>
6. Réseaux et contacts	2,75	<p>L'OSS a de l'expérience dans l'exécution conjointe des projets environnementaux, et a commencé à tisser un réseau de collaborateurs (organisations et experts), qui n'est pas encore très développé. L'OSS n'a fourni que quelques exemples (trois à cinq) de collaboration avec des partenaires, dont les bénéficiaires et les experts, sur des projets ayant des effets positifs sur l'environnement mondial ou au plan de l'adaptation</p>

		<p>au changement climatique. Au nombre des partenaires de l'OSS figurent les services techniques nationaux (chargés de l'environnement et des ressources en eau), les universités, les agences spécialisées des Nations Unies, les organisations sous-régionales, régionales et internationales, les entreprises privées, et les institutions nationales et internationales de recherche. Cependant, l'OSS n'a présenté aucun document sur la manière dont il a aidé à renforcer les capacités régionales afin de prendre en compte les questions environnementales mondiales ou de s'adapter au changement climatique au niveau régional. En outre, l'OSS n'a pas fourni la liste de ses contacts et de ses collaborateurs dans la région où elle travaille, notamment les gouvernements, les ONG, les OSC, les chercheurs, etc., dignes d'intérêt pour le FEM.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	<p>L'OSS a de l'expérience en matière de renforcement des capacités. La plupart des projets exécutés par l'Observatoire comportent des activités de renforcement des capacités des services techniques nationaux chargés de la gestion des ressources naturelles. Entre 2005 et 2011, plus de 600 experts ont été formés par l'OSS à des outils (surveillance environnementale, SIG, observation de la terre, bases de données, modélisation hydrologique ; etc.), des concepts ou des méthodologies (collecte de données écologiques et économiques au niveau local), des indicateurs (suivi-évaluation des programmes d'action nationaux établis en vertu de la CNULD et des programmes d'action régionaux) élaborés dans des projets de l'OSS.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 2,66**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

72. L'OSS ne satisfait pas aux six critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Il n'a pas obtenu une moyenne générale satisfaisante pour la phase I. Par conséquent, le Secrétariat du FEM ne recommande pas au Conseil d'approuver son passage à la phase II.



## Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

73. Le PROE est une organisation intergouvernementale de protection de l'environnement œuvrant dans la région du Pacifique. Il a été créé en 1991 et est basé à Apia (Samoa). Il compte 25 membres ayant des intérêts directs dans la région : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis-et-Futuna.

74. Les sources de financement du PROE incluent ses pays membres et d'autres sources comme l'AUSAID et le FEM. Il finance ses projets par le biais de dons et opère dans ses pays membres. Sa mission est de promouvoir la coopération dans la région du Pacifique et de prêter son concours en vue de protéger et améliorer l'environnement de celle-ci et de pérenniser le développement pour les générations actuelles et futures.

75. Depuis la création du FEM, le PROE aide les États insulaires du Pacifique à préparer leurs demandes de financement pour des projets nationaux et régionaux. Par ailleurs, il est un partenaire de ces États dans le cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, conclue en 2006 entre la directrice générale du FEM et les États insulaires du Pacifique. Dans le cadre de cette Alliance et d'autres initiatives du FEM, le PROE fait office d'Entité d'exécution pour un certain nombre de projets régionaux et multinationaux.

76. Le PROE sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation régionale*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,67	Le mandat et les domaines d'intervention du PROE cadrent bien avec le mandat du FEM en matière de protection de l'environnement mondial et/ou d'adaptation au changement climatique. Le PROE œuvre continuellement dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité et y est actif depuis environ 20 ans. C'est un partenaire des États insulaires du Pacifique dans l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, dont le but est de contribuer au développement durable de la région par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Dans ce cadre, le Programme recherche des financements internationaux en vue du

		<p>développement durable, de la protection de la biodiversité et de l'environnement, de la gestion intégrée des ressources en eau, et de l'adaptation au changement climatique dans la région.</p> <p>Dans le cadre du Plan stratégique 2011-2015 du PROE, quatre priorités stratégiques ont été recensées et approuvées par les membres durant le processus de planification de 2010 : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, et surveillance environnementale et gouvernance.</p> <p>Le PROE lutte contre le changement climatique par l'amélioration des politiques publiques, l'application de mesures pratiques d'adaptation au changement climatique, le renforcement de la capacité des écosystèmes à résister aux chocs climatiques, et la mise en œuvre d'initiatives favorisant un développement sobre en carbone.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	2,92	<p>Le PROE n'a présenté que quelques projets ayant obtenu de bons résultats en matière d'amélioration de la qualité de l'environnement mondial ou de contribution à l'adaptation au changement climatique.</p> <p>Le PROE n'a fourni aucune information quantifiable concernant l'un des six principaux projets qu'il a exécutés. L'on ne perçoit pas clairement comment les résultats obtenus par les projets se traduisent en effets positifs quantifiables pour l'environnement mondial ou en résultats mesurables au plan de l'adaptation.</p>
3. Envergure des opérations menées	3,17	<p>Le PROE a une expérience des projets qui lui permet d'exécuter des projets de moyenne et grande envergure du FEM. Il peut fournir des documents qui montrent qu'il a mené de bout en bout au moins deux projets financés pour le compte d'organisations bilatérales ou multilatérales importantes comme la Banque mondiale ou le FEM.</p> <p>Au cours des cinq dernières années, le coût moyen des projets exécutés par le PROE a été de 6 400 000 dollars par projet et le plus grand projet qu'il a exécuté se chiffrait à 43 754 480 dollars.</p> <p>Le PROE dispose d'un personnel ayant des capacités d'absorption avérées lui permettant d'exécuter le projet qu'il a choisi dans sa demande</p>

		d'accréditation.
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,17	<p>Le PROE est capable d'engager ses propres ressources dans des projets du FEM et ne dépendra pas largement de ce dernier pour sa viabilité puisqu'il dispose d'autres sources de financement comme l'AUSAID et les États insulaires du Pacifique.</p> <p>Au cours des cinq dernières années, le montant moyen des ressources utilisées par le PROE pour financer ses projets s'établissait à 7,8 millions de dollars, dont 2,02 millions de dollars de fonds propres, soit environ 25 %, le reste étant des cofinancements.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	1,67	<p>Le PROE n'apporte pas d'éléments concrets qui témoignent de sa performance en termes d'efficacité, mais il présente son organigramme. Rien ne montre comment les coûts administratifs et les coûts des programmes sont répartis, y compris les frais de déplacement.</p> <p>Les coûts administratifs du PROE vont bien au-delà de 25 % du coût des programmes, et varient entre 28 et 42 %, soit 1 860 605 dollars pour 6 565 012 dollars (28 %) en 2010 ; 2 520 374 dollars pour 7 779 774 dollars (32 %) en 2009, et 2 089 017 dollars pour 4 928 895 dollars (42 %) en 2008.</p> <p>Le PROE ne fournit pas d'indication sur la durée du processus allant de la conception du projet à son approbation.</p>
6. Réseaux et contacts	2,83	<p>Le PROE a de l'expérience dans l'exécution conjointe des projets environnementaux, et a commencé à tisser un réseau de collaborateurs (organisations et experts), mais celui-ci n'est pas encore très développé.</p> <p>Le PROE n'a pas présenté d'éléments prouvant clairement qu'il a fourni des ressources à d'autres organisations afin qu'elles exécutent des projets sous sa supervision. Il n'a fourni que quelques exemples de collaboration avec des partenaires, dont les bénéficiaires et des experts, sur des projets ayant des effets positifs sur l'environnement mondial ou au plan de l'adaptation au changement climatique.</p>

7. Expérience des projets du FEM ; Capacités et appropriation des projets par le pays	Satisfaisant	Le PROE apporte un appui stratégique aux États insulaires du Pacifique dans la planification et l'accès aux ressources du FEM afin de maximiser l'impact au niveau national et régional et lancer complètement le processus de mise en œuvre des priorités régionales tiré par les pays. Le PROE joue également un rôle central dans la conduite des activités nationales relatives au FEM dans la région, notamment leur financement, leur exécution et le suivi-évaluation, en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et les partenaires de développement.
---	--------------	---

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 2,91**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

77. Le PROE ne satisfait pas à trois des six critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Il n'a pas obtenu une moyenne générale suffisante pour la phase I. Par conséquent, le Secrétariat du FEM ne recommande pas au Conseil d'approuver son passage à la phase II. Toutefois, ayant clairement montré que son mandat cadre parfaitement avec celui du FEM, qu'il a d'une vaste expérience régionale dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité, qu'il a la capacité de conduire des projets de moyenne et de grande envergure, et qu'il est à même de mobiliser des cofinancements, le Conseil pourrait donc envisager de faire une exception et de recommander que le PROE passe à la phase II du processus d'accréditation.

## Fonds mondial pour la nature (WWF)

78. Créé en 1961, le Fonds mondial pour la nature (WWF) est une organisation de la société civile basée à Gland (Suisse). Il œuvre pour la préservation de la biodiversité, la recherche scientifique et la régénération de l'environnement, avec pour mission « d'enrayer, puis d'inverser le processus de dégradation de la planète ».

79. S'attachant depuis longtemps à promouvoir la recherche scientifique et les actions visant à améliorer la gestion des ressources naturelles de par le monde, le WWF s'emploie à influencer sur les politiques publiques, les réglementations, le secteur financier et les marchés ; à renforcer les capacités et les connaissances aux niveaux local et international ; et à préparer des interventions génératrices de changements profonds dans tous les domaines d'intervention du FEM en étroite collaboration avec les principaux acteurs de l'institution. À travers son réseau mondial, le WWF travaille depuis 50 ans pour un développement respectueux de l'environnement.

80. Dans le domaine de la préservation de la biodiversité, le WWF est l'une des plus grandes organisations à but non lucratif du monde. Il est soutenu par 5 millions de personnes de par le monde, et ses 5 400 employés se répartissent dans des bureaux situés dans plus de 80 pays. Il est présent et agit depuis longtemps dans les pays en développement où intervient le FEM.

81. Les ressources financières du WWF proviennent d'organismes d'aide bilatérale et multilatérale tels que l'Agence américaine de développement international (USAID) et le ministère britannique du Développement international (DFID) ; de fondations comme la Packard Foundation et la Walton Family Foundation ; d'entreprises comme The Coca Cola Company et HSBC, entre autres. Les projets du WWF sont financés par des prêts et des dons, et se déroulent dans le monde entier.

82. Le WWF sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation de la société civile*.

**Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :**

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1-4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	4	La mission et les domaines d'activité du WWF cadrent parfaitement avec le mandat du FEM pour l'environnement mondial et l'adaptation au changement climatique. L'énoncé de la mission du WWF porte sur l'environnement mondial. Le WWF intervient dans tous les domaines couverts par le programme de travail du FEM, dont les cinq domaines d'intervention plus l'adaptation et l'exploitation forestière durable. Il opère sans interruption depuis 50 ans et est reconnu par les principaux bailleurs de fonds, dont plus de 30 organisations d'aide bilatérale ou multilatérale, comme un partenaire capable d'exécuter des projets conformément aux normes fiduciaires et opérationnelles les plus

		<p>élevées adoptées aux plans national et international.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », le macro-objectif du WWF est de préserver un échantillon représentatif de tous les biomes et types d'habitat que l'on trouve dans les écorégions recensées parmi les <i>Global 200</i>. Comme mesure initiale vers la réalisation de cet objectif, le WWF s'est donné pour ambition de préserver la biodiversité de 35 sites prioritaires - les sous-ensembles les plus représentatifs de la biodiversité des <i>Global 200</i> – à l'horizon 2020.</p> <p>Dans le domaine de la dégradation des sols, le WWF travaille sur la lutte contre l'exploitation forestière illégale et non viable et d'autres mesures destinées à réduire la déforestation dans des sites comme l'Amazonie, le bassin du Congo, le Delta du Mékong et Bornéo. Ce travail est dans une grande mesure réalisé dans le cadre de ses programmes pour les écorégions.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « eaux internationales », le WWF œuvre aussi bien pour la conservation des ressources en eau douce que pour la protection du milieu marin et des ressources halieutiques.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,83	<p>Le WWF a montré que son action avait des effets positifs sur l'environnement, notamment dans les domaines de compétence du FEM.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », le WWF a notamment favorisé une diminution des risques d'appauvrissement de la biodiversité mondiale, une meilleure protection des écosystèmes et des espèces qu'ils abritent, et une utilisation plus durable des éléments constitutifs de ce capital. Ses efforts pour faire face au changement climatique ont donné des résultats notables, qu'il s'agisse d'atténuation ou d'adaptation, les deux composantes du domaine d'intervention du FEM. Ses programmes et partenariats ont permis de réduire et/ou d'éviter les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, et de renforcer les capacités d'adaptation en réduisant la vulnérabilité aux chocs climatiques et en augmentant la capacité de résistance des écosystèmes.</p> <p>Dans le domaine d'intervention « dégradation des sols », le WWF a obtenu les résultats suivants : amélioration de la fourniture des biens et services assurés par les écosystèmes forestiers ; prévention des émissions de gaz à effet de serre résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et fixation accrue du carbone ; préservation de la biodiversité face à la dégradation des sols ; et atténuation des méfaits de la dégradation des sols sur les eaux internationales.</p>

		<p>Dans le domaine d'intervention « eaux internationales », le WWF a aidé à combattre l'eutrophisation des eaux en réduisant la charge de pollution et à rétablir durablement les biens et services liés aux écosystèmes côtiers et marins.</p>
3. Envergure des opérations menées	4	<p>Le WWF peut montrer qu'il est à même de recevoir des financements importants et d'exécuter des projets financés par de gros bailleurs de fonds. Son personnel affecté aux programmes et à l'administration est très qualifié et gère un budget global de plus de 230 millions de dollars par an.</p> <p>Le WWF-US s'est doté de systèmes, de politiques et de procédures en matière de respect des règles et de comptabilité, dont une politique stricte de suivi des sous-bénéficiaires et une fonction d'audit interne ; ses états financiers et ses dispositifs de contrôle interne sont soumis à un audit indépendant chaque année. Il administre et exécute – dans la grande majorité des cas avec des partenaires – 132 programmes allant de 10 000 à 33,4 millions de dollars, soit 3,7 millions de dollars en moyenne par programme de cinq ans, le financement étant sous le contrôle du WWF. Plus de 1 600 accords de cofinancement ont été conclus dans le cadre de ces programmes. Le plus gros projet administré et exécuté par le WWF-US est le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) – 68,1 millions de dollars sur huit ans – qui fait partie intégrante du Programme régional de l'Afrique centrale pour l'environnement (CARPE).</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	4	<p>Le WWF est en mesure de montrer que la moyenne des financements mobilisés pour ses projets à ce jour équivaut à quatre fois les ressources attendues du FEM pour son premier projet financé par l'institution.</p> <p>Sur 1,1 milliard de dollars de financement total reçu pour ses projets au cours des cinq dernières années, le WWF-US a pu mobiliser plus de 900 millions de dollars de cofinancement pour son programme de protection de la biodiversité, soit 180 millions de dollars en moyenne par an. Ce montant inclut les ressources qu'il contrôle directement et les financements connexes qu'elles auront permis de mobiliser pour les quelques projets pour lesquels le WWF assure le suivi des cofinancements. Cela montre que le WWF a la capacité, à long terme, de mobiliser un volume de cofinancements pouvant atteindre le ratio fixé par le FEM, à savoir 1/4.</p> <p>Le WWF-US a investi 191,1 millions de dollars sur ses « fonds propres » dans ces projets, ce qui équivaut à 38,4 millions de dollars par an. Le rapport « fonds propres »/cofinancements est de 1/4,7.</p>

		<p>Les cofinancements du WWF proviennent de bailleurs d'aide bilatérale/multilatérale, d'organisations philanthropiques, d'ONG et d'organismes privés (Banque mondiale, USAID, BAD, The Coca-Cola Company, etc.).</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,75	<p>Le WWF dispose d'un système pour suivre et améliorer son efficacité au fil du temps. Depuis 2007, son réseau produit chaque année une fiche d'évaluation interne basée sur huit indicateurs de performance clés, dans le cadre de l'évaluation de tous ses bureaux présents dans le monde entier. La fiche d'évaluation permet de déterminer si le Réseau et chacun de ses bureaux fonctionnent efficacement et dans le respect de la stratégie d'ensemble. Ces indicateurs portent sur le programme de préservation de la nature, l'effort de promotion, les flux financiers et les opérations. Le WWF mesure aussi sa performance chaque année par rapport à des organisations sœurs, à partir de données à la disposition du public. Pour la dernière période d'évaluation de sa performance, le WWF-US s'est vu attribuer 4 étoiles par Charity Navigator, qui utilise un système basé sur des indicateurs financiers et les dimensions connexes d'éthique de responsabilité et de transparence.</p> <p>Hormis les indicateurs de performance clés du réseau mondial du WWF, le WWF-US évalue aussi la performance et l'évolution de ses projets les plus prioritaires à l'aide d'un tableau de bord. Il suit ainsi l'état de la biodiversité à long terme, les efforts déployés en vue de la réalisation des objectifs fixés à l'horizon 2020, et les progrès relatifs aux objectifs annuels et triennaux. Le WWF utilise un système comptable dématérialisé, WebEx pour réduire les coûts de voyage, et des captures d'écran dans les salles de conférence pour diminuer la consommation de papier et améliorer l'efficacité des réunions.</p> <p>Durant les cinq dernières années, le WWF-US a réduit de 13 % la part des coûts administratifs dans son programme de préservation de la biodiversité, qui est passée de 8,73 à 7,63 %. Le rapport coûts administratifs totaux/coûts du programme, exprimé en millions de dollars, a évolué de la façon suivante : 10,2/133,7 durant l'exercice 11 (7,63 %) ; 10,1/129,2 durant l'exercice 10 (7,83 %) ; et 11,7/130,4 durant l'exercice 09 (8,97 %).</p>
6. Réseaux et contacts	4	<p>Le WWF peut démontrer qu'il dispose d'un vaste réseau de collaborateurs et d'experts aux niveaux national, régional et mondial, qui participent à la réalisation de ses projets.</p> <p>Il entretient des rapports étroits avec des ministères clés, des organismes et des commissions responsables de la préservation de la</p>



		<p>biodiversité et de la prise en compte des questions environnementales dans les priorités de développement nationales et régionales. Il a constitué une équipe solide de professionnels présents dans le monde entier, qui gèrent les partenariats avec leurs gouvernements respectifs et qui s'emploient à obtenir les résultats ambitieux que ces partenariats permettent d'espérer.</p> <p>Le WWF a noué des partenariats avec des établissements financiers privés nationaux, régionaux et multilatéraux afin que ceux-ci accordent une place de choix à la protection de la nature aussi bien dans leurs stratégies que dans leurs pratiques. Il s'agit entre autres de : UICN, CI, OXFAM, la Croix rouge, PACT, African Wildlife Association, Pronaturaleza, Cooperativa dos Produtores Rurais do Vale do Rio Iaco, Asociación de Campesinos Extractivistas de la Reserva del Manuripi, Dalit Alliance for Natural resources, etc.</p>
7.Expérience des projets du FEM ; capacités	Satisfaisant	<p>Le WWF est un partenaire du FEM dont il exécute des projets depuis 1991. Il a été associé sous diverses formes à des projets du FEM sur la pêche en Afrique, le Triangle de corail, la rémunération des services écologiques et les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale.</p> <p>Durant les cinq dernières années, le WWF-US a exécuté 24 projets financés par le FEM pour une valeur totale de plus de 28,7 millions de dollars.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,93**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

83. Le WWF a démontré qu'il est à même de remplir les fonctions d'une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution, et il est capable de mobiliser des fonds et de conduire des projets de grande envergure. Le WWF ayant obtenu une moyenne générale satisfaisante à la phase I, le Secrétariat a le plaisir de recommander au Conseil d'approuver son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Conservation International (CI)

84. Conservation International (CI) est une organisation de la société civile créée en 1987. Elle intervient dans plus de 30 pays en développement et pays les moins avancés, et compte plus de 1 000 partenaires dans le monde entier. Plus de 900 personnes travaillent en permanence pour cette organisation dont le siège est à Arlington, Virginie (États-Unis).

85. Conservation International a pour mission de donner aux sociétés les moyens de s'occuper de la nature et de la biodiversité mondiale d'une manière responsable et durable en s'appuyant sur des fondements solides mêlant science, partenariat et démonstrations sur le terrain. CI mène des initiatives dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques », (composante atténuation et adaptation), « eaux internationales » et « dégradation des sols ». Elle n'intervient pas dans le domaine des substances chimiques.

86. CI a de l'expérience dans la conception, l'administration et l'exécution des projets environnementaux. Elle dialogue avec les pays pour influencer sur les politiques publiques et pour concevoir et entreprendre des projets traitant des questions environnementales. CI a commencé par travailler sur des petits projets associant les populations vivant à l'intérieur ou en périphérie de zones riches en biodiversité pour expérimenter des solutions génératrices de revenus (et, dans la mesure du possible, de devises) pouvant se substituer à l'abattage des arbres et à d'autres modes d'exploitation néfastes pour la forêt. Sa stratégie a évolué pour prendre en compte l'objectif plus vaste de préservation des écosystèmes et du bien-être humain.

87. Les opérations de CI sont soutenues par des dons privés, des fondations, d'autres ONG et des bailleurs d'aide bilatérale/multilatérale. Les projets de CI sont financés par des prêts, des dons et des prises de participation. CI sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation de la société civile*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,83	Il existe de fortes synergies entre les missions, les domaines d'activité et les modes de fonctionnement de CI et du FEM. Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », CI contribue à renforcer la base de connaissances sur le rôle fondamental des espèces pour la viabilité des écosystèmes, la fourniture de services écosystémiques et la survie des humains. Dans le domaine d'intervention « changements climatiques », CI accompagne les programmes mondiaux pour préserver les forêts naturelles, parvenir à un taux nul de déboisement net par l'élaboration et la démonstration de politiques publiques, d'outils et de pratiques en vue de la mise en œuvre du mécanisme REDD+, et soutenir la conception, le démarrage et la mise en œuvre de projets sur le carbone forestier pour lutter contre le changement climatique. Dans le domaine « eaux internationales », CI s'emploie à

		<p>développer de bonnes pratiques et à renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements, des banques de développement, des organismes d'aide, des entreprises et d'autres décideurs pour s'assurer que les ressources en eau douce, les écosystèmes et les infrastructures résistent aux effets induits par l'évolution actuelle du climat.</p> <p>CI participe à de nombreux projets du FEM depuis 1992, en collaboration avec des Entités d'exécution comme la BIRD, le PNUD, le PNUE, la FAO, la BAD et la BID.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,5	<p>CI a de l'expérience dans la mise en œuvre d'une grande variété de projets environnementaux. Elle peut montrer que les projets qu'elle administre ou exécute sont généralement jugés assez satisfaisants dans les domaines qui intéressent le FEM.</p> <p>CI est aussi réputée pour sa capacité à cofinancer des projets, élaborer des données de référence et des cadres de résultats, collaborer avec une diversité de bailleurs d'aide et de partenaires sur le terrain, fournir une assistance technique et opérationnelle, et effectuer d'autres activités liées aux projets.</p> <p>Dans le sous-domaine d'intervention « adaptation au changement climatique », CI a entrepris un projet intitulé <i>Projet national intégré d'adaptation des écosystèmes de haute montagne au changement climatique</i> en Colombie. Le tout dernier rapport sur l'état d'avancement de ce projet l'a jugé satisfaisant aussi bien pour le « degré de réalisation de l'objectif de protection de l'environnement mondial » que pour « l'avancement général de l'exécution ». Des résultats similaires ont été enregistrés dans des projets de CI liés à l'atténuation du changement climatique et à la biodiversité.</p>
3. Envergure des opérations menées	3,92	<p>CI a pu mobiliser près de 640 millions de dollars de financement pour tous ses projets au cours des cinq dernières années.</p> <p>Elle a la capacité d'exécuter des projets de moyenne et de grande envergure du FEM. Le budget moyen des projets administrés et exécutés par CI durant les cinq dernières années s'établit à 1 046 248 dollars.</p> <p>Le plus gros projet entrepris par CI à ce jour est le <i>Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux</i> (CEPF), une initiative de 100 millions de dollars au total menée conjointement avec l'Agence française de développement, le FEM, le Gouvernement japonais, la <i>John D. et Catherine T. MacArthur Foundation</i> et la Banque mondiale.</p>

		<p>Le montant total des ressources de CI pour les cinq dernières années est d'environ à 750,6 millions de dollars.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,67	<p>CI a démontré qu'elle est en mesure d'investir ses ressources propres dans les projets du FEM. Elle a également démontré qu'elle ne dépendrait pas de l'institution pour sa viabilité à long terme, qu'elle dispose déjà de sources de financement et qu'elle peut en mobiliser d'autres.</p> <p>Organisation à but non lucratif reconnue d'utilité publique, CI n'a pas de cycle de refinancement de durée déterminée. Elle collecte régulièrement des fonds auprès de bailleurs d'aide publics et privés pour disposer des ressources essentielles dont elle a besoin pour l'exécution de ses programmes. Elle a un fonds de dotation et des ressources limitées mais dédiées ; par conséquent, tout le produit des collectes de fonds qu'elle entreprend est considéré comme du cofinancement.</p> <p>Le montant total des ressources de CI pour les cinq dernières années aiderait 750,6 millions de dollars (financement des projets, administration, opérations et collectes de fonds).</p> <p>Son budget moyen annuel des cinq dernières années est de 150 millions de dollars (ressources affectées aux projets, à l'administration, aux opérations et à la collecte de fonds).</p> <p>Ses sources de cofinancement sont les suivantes : FEM, Agence néo-zélandaise d'aide et de développement international, PepsiCo, ministère fédéral allemand pour l'Environnement, Nature Conservation, KFW, CARE, UICN, etc.</p>
5. Efficacité du fonctionnement interne	3	<p>CI n'indique pas avoir pris de mesures pour renforcer l'efficacité de son fonctionnement interne au cours des cinq dernières années.</p> <p>Les coûts administratifs représentent généralement 15 à 20 % des coûts de son programme, ou moins.</p> <p>Son cycle de projet – de l'idée à l'approbation du projet par le Président et Directeur général – a une durée moyenne de 7,5 mois.</p>
6. Réseaux et contacts	3,91	<p>CI travaille avec un vaste éventail d'acteurs, dont des entreprises et des ONG.</p> <p>Les entreprises partenaires de CI peuvent être regroupées comme suit :</p> <p>a. Entreprises partenaires stratégiques : Starbucks, Dell, Toyota</p>

		<p>Motor Corporation, Cargill, Coca-Cola, BHP Billiton ;</p> <p>b. Entreprises partenaires : Hewlett-Packard, Shell, eBay Inc, KfW Bankengruppe Rio Tinto ;</p> <p>c. Fondations d'entreprises: Disney Worldwide Conservation Trust, Fiji Water Foundation, Bank of America Charitable Foundation.</p> <p>CI a montré qu'elle collaborait avec des ONG locales et des OSC dans les pays bénéficiaires des financements du FEM. Elle travaille aussi directement avec des représentants de nombreuses administrations – États-Unis, France, Chine, Madagascar et Guyana - et organisations d'aide multilatérale - Nations unies, BAD et USAID.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; capacités	Satisfaisant	<p>CI a de l'expérience dans la mise en œuvre d'une grande diversité de projets internationaux. Elle a aussi montré qu'elle avait la capacité à cofinancer des projets, élaborer des données de référence et des cadres de résultats pour des projets, collaborer avec une diversité de bailleurs d'aide et de partenaires sur le terrain, et fournir une assistance technique et opérationnelle, ainsi que pour d'autres activités liées aux projets.</p> <p>Elle a récemment réalisé avec succès un projet financé à hauteur de 5,5 millions de dollars par le FEM : <i>le Projet national intégré d'adaptation des écosystèmes de haute montagne au changement climatique</i> en Colombie. Au cours des cinq dernières années, elle a exécuté 23 projets du FEM dans le monde entier.</p>

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,64**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

88. CI remplit la majorité des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution, et elle est capable de mobiliser des fonds et de conduire des projets de grande envergure. CI ayant obtenu une moyenne générale satisfaisante à la phase I, le Secrétariat a le plaisir de recommander au Conseil d'approuver son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge (FICR)

89. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge (FICR) est une organisation à but non lucratif de la société civile créée en 1919. Elle vise à prévenir et apaiser les souffrances humaines, ce qui contribue à maintenir et promouvoir le respect de la dignité et la paix dans le monde. Elle a son siège à Genève (Suisse).

90. La FICR (ou la Fédération) a pour mission d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables du monde en s'attaquant aux diverses formes de violence qui privent l'individu de ses droits à la sécurité, la santé et la dignité humaine. Dans ce contexte, son but est de réduire la vulnérabilité à la variabilité et aux risques climatiques, en améliorant la capacité des populations à résister aux chocs climatiques par le renforcement/la diversification des moyens de subsistance, la réduction des risques liés aux aléas climatiques, la promotion d'une meilleure préparation des populations locales pour atténuer l'impact de ces aléas, la création de systèmes de préalerte au niveau local, l'amélioration du dialogue avec les institutions clés en vue de la fourniture d'informations météorologiques en temps opportun, et le renforcement des partenariats et de la communication avec les administrations locales.

91. La Fédération travaille dans ses 187 pays membres et pour les Sociétés en formation qui sont invitées à participer en qualité d'observateurs à son Assemblée générale. Au niveau local, elle agit par le biais de ses Sociétés nationales pour aider les populations démunies. Au plan régional, elle utilise ses deux bureaux de liaison basés à New York et à Bruxelles pour développer et entretenir des relations avec les Nations unies et l'Union européenne. Enfin, à l'échelle mondiale, elle coopère à tous les niveaux avec d'autres composantes de son Mouvement – le Comité international de la Croix-Rouge et les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – en cas de besoin.

92. La Fédération sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation de la société civile*.

*Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :*

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1-4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,17	<p>La mission et les domaines d'action de la Fédération cadrent assez bien avec le mandat du FEM pour l'environnement mondial et/ou l'adaptation au changement climatique.</p> <p>Dans le sous-domaine d'intervention « adaptation au changement climatique », la Fédération cherche à sensibiliser davantage les populations locales aux risques liés à la variabilité accrue du climat, ainsi qu'aux effets futurs du changement climatique, pour accroître leur participation et leur adhésion aux</p>

		activités et à la concertation portant sur ces sujets, et pour contribuer à l'élaboration des politiques publiques nationales afin de s'assurer que les besoins des plus vulnérables sont pris en compte lors de la formulation des stratégies relatives à l'évolution du climat.
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3	<p>Même si elle n'a pas présenté de résultats quantifiables, la Fédération peut démontrer que les projets qu'elle administre ou exécute dans le domaine de l'adaptation au changement climatique obtiennent généralement des résultats satisfaisants.</p> <p>À titre d'exemple, ses interventions dans les plantations de palétuviers au Vietnam ont permis de renforcer la capacité des populations locales à résister aux risques présents et futurs liés au changement du climat, de protéger et préserver le capital écologique des localités concernées, d'accroître les moyens d'action des populations locales et d'encourager ces dernières à s'approprier le projet pour en soutenir la viabilité à long terme.</p> <p>En outre, la Fédération et le Croissant-Rouge syrien ont renforcé leur collaboration avec l'Agence nationale de météorologie en vue d'une meilleure préparation aux futurs épisodes climatiques. Cette collaboration renforcée a permis d'améliorer les mécanismes d'accès aux données météorologiques et climatiques nécessaires à l'élaboration de programmes de gestion des risques de catastrophe à l'épreuve du changement climatique, en faisant aussi une place aux questions de parité des sexes.</p>
3. Envergure des opérations menées	3,75	<p>La Fédération a une expérience des projets qui lui permet d'entreprendre des projets de moyenne envergure du FEM. Elle peut démontrer qu'elle a réalisé avec succès des projets pour de grandes organisations d'aide bilatérale ou multilatérale.</p> <p>Elle a investi en moyenne près de 744 000 dollars par projet au cours des cinq dernières années. L'opération de secours à la suite du séisme et du Tsunami survenus dans la baie du Bengale est la plus grosse intervention qu'elle ait jamais administrée en termes de financements – soit environ 725 millions de dollars.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,58	<p>La Fédération lève des fonds à travers ses Sociétés nationales et d'autres partenaires comme l'Union européenne, des ONG, des entreprises privées, des organisations philanthropiques, etc.</p> <p>Elle est financée par des pays développés – USA, Royaume-Uni, Canada, Suède, Japon, Commission européenne, etc. – des</p>

		ONG, des OSC, des entreprises privées, des fondations philanthropiques – Oxfam, Plan International, Nestlé, AstraZeneca, Novartis – et des instituts de recherche - Université de Genève et Université de Manchester, etc.
5. Efficacité du fonctionnement interne	3,25	<p>La Fédération a mis au point un système d'indicateurs clairs pour mesurer son efficacité. Elle a commencé à évaluer ses performances au fil du temps et sa direction prend des décisions sur la base d'éléments probants.</p> <p>En ce qui concerne les programmes, la Fédération a élaboré un Guide et des modèles pour la planification des projets/programmes, dont un cadre de planification standard pour soutenir un travail de suivi-évaluation fiable. En 2010, elle a adopté un cadre de résultats pour les plans/programmes nationaux de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique afin d'aider les Sociétés nationales à présenter les stratégies nationales à plus long terme concernant ces plans/programmes sous forme de matrice planification.</p> <p>D'une manière générale, le rapport coûts administratifs/coût du programme de la FICR, exprimé en millions de dollars, est inférieur à 10 % : 21,9/323 en 2011 (6,7 %), 27,2/592,2 en 2010 (4,5 %) et 26,3/374 en 2009 (7 %).</p>
6. Réseaux et contacts	3,5	<p>La Fédération peut démontrer qu'elle dispose d'un vaste réseau de collaborateurs et d'experts aux niveaux national, régional et mondial qui participent à la réalisation de ses projets.</p> <p>À l'échelle internationale, elle collabore avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale, etc. Au niveau régional, elle a entre autres partenaires la Banque asiatique de développement, la Commission de l'Union africaine, l'Organisation des États américains. Elle collabore également avec des entités privées telles que Nestlé et GlaxoSmith.</p>
7. Expérience des projets du FEM ; capacités	Non satisfaisant	La Fédération n'a exécuté aucun projet du FEM jusqu'à présent.

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,38**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***



93. La FICR remplit la majorité des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution. La Fédération ayant obtenu une moyenne générale satisfaisante à la phase I, le Secrétariat a le plaisir de recommander au Conseil d'approuver son passage à la phase II du processus d'accréditation.

## Union mondiale pour la nature (UICN)

94. L'UICN est une organisation environnementale hybride créée en 1948. Elle se présente comme un réseau de 1 231 membres, dont 976 ONG, 89 pays représentés au niveau des gouvernements et plus de 100 organismes publics.

95. La mission de l'UICN est d'influencer, d'encourager et d'aider les sociétés à préserver l'intégrité et la diversité de la nature et à assurer que les ressources naturelles soient utilisées d'une manière équitable et durable.

96. L'UICN soutient la recherche scientifique, réalise des projets de terrain dans le monde entier, et rassemble des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des institutions des Nations Unies, des entreprises privées et des populations locales pour élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques, des lois et de bonnes pratiques sur la protection de la nature. Elle constitue pour les gouvernements, les ONG, le monde scientifique, les entreprises et les populations locales un forum neutre pour la recherche de solutions pragmatiques aux défis liés à la protection de la nature et au développement. Elle a un statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies.

97. L'action de l'UICN est soutenue par plus de 1 000 professionnels travaillant dans 60 bureaux et des centaines de partenaires d'organisations publiques, privées et non gouvernementales du monde entier. De plus, près de 11 000 chercheurs et experts volontaires de 160 pays réunis dans six commissions évaluent l'état des ressources naturelles de la planète et fournissent à l'Union des connaissances et des conseils avisés sur les questions liées à la préservation de la biodiversité. L'UICN a son siège à Gland (Suisse). Elle est dirigée par un Conseil élu tous les quatre ans par ses organisations membres lors du Congrès mondial de la nature.

98. Ses ressources financières proviennent des gouvernements, des organismes d'aide bilatérale et multilatérale, des fondations, des organisations qui en sont membres et des entreprises privées. Ses projets sont financés par des dons et se déroulent dans le monde entier.

99. L'UICN sollicite l'accréditation du FEM en qualité d'*organisation de la société civile*.

**Notes reçues par l'entité candidate sur la base des critères d'évaluation de la valeur ajoutée de la phase I :**

Critères d'évaluation de la phase I	Note (1- 4)	Observations du Panel
1. Intérêt pour le FEM	3,5	La mission de l'UICN cadre avec le mandat du FEM pour l'environnement mondial et/ou l'adaptation au changement climatique. L'Union intervient en permanence dans le domaine de la préservation de la biodiversité.

		<p>Elle opère sans interruption depuis 64 ans.</p> <p>L'UICN s'est engagée à soutenir la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Elle a un Programme mondial sur le milieu marin et polaire (GMPP) qui se concentre sur bon nombre des priorités définies par le FEM pour la gestion durable et la mise en valeur des eaux internationales, y compris la gestion efficace des zones marines ne relevant d'aucune juridiction nationale.</p> <p>La gestion durable des forêts est au cœur du Programme de préservation des forêts de l'UICN (un programme thématique mondial qui inclut aussi plusieurs initiatives régionales et nationales).</p> <p>L'UICN traite des questions liées à la dégradation des sols dans le cadre du Programme d'aires protégées et du Programme de gestion des écosystèmes.</p>
2. Démonstration de l'impact sur l'environnement ou de la contribution à l'adaptation au changement climatique	3,08	<p>L'UICN n'a pas de structure centralisée de suivi et d'évaluation qui quantifie les résultats obtenus à l'échelle mondiale par rapport à chaque domaine d'intervention du FEM et aux effets positifs correspondants qu'ils ont sur l'environnement mondial.</p> <p>Toutefois, l'Union peut faire état d'un bilan satisfaisant. Elle a par exemple soutenu la mise en œuvre du <i>Projet de préservation des zones de montagne au Pakistan</i> (FEM). Le rapport d'évaluation finale de ce projet montre qu'il a eu d'énormes effets positifs directs ou indirects sur les espèces végétales d'importance mondiale et sur plus d'une dizaine d'espèces animales menacées d'extinction à l'échelle planétaire. Ce résultat a été rendu possible grâce à l'accent mis directement par le projet sur les plantes médicinales et à la protection et la gestion des pâturages et des forêts d'altitude.</p> <p>Le projet <i>Sauvons nos espèces</i> de l'UICN a permis de créer des « périmètres de sécurité</p>

		pour les vautours » et des « zones exemptes de diclofénac » dans 10 districts du sud du Népal, sur une superficie totale de 21 000 km². Le but de ce projet est la préservation de trois espèces de vautour gravement menacées d'extinction, une protection accrue des habitats utilisés par les grenouilles <i>Conruaua derooi</i> au Ghana et la désignation de trois aires importantes de peuplement avien en Ouzbékistan, entre autres.
3. Envergure des opérations menées	3,5	<p>L'UICN a une expérience des projets qui lui permet de mener des projets de moyenne envergure du FEM. Elle peut démontrer qu'elle a réalisé avec succès des projets financés par de grandes organisations d'aide bilatérale ou multilatérale.</p> <p>Le projet le plus important qu'elle ait réalisé est <i>L'Initiative pour l'eau et la nature</i> d'une valeur de 38,818 millions de dollars. En 2010, l'UICN a réalisé près de 361 projets financés par une centaine de bailleurs de fonds à hauteur de 91,5 millions de dollars au total.</p>
4. Capacité à mobiliser des cofinancements	3,5	<p>L'UICN est en mesure d'engager ses ressources propres dans des projets du FEM. Elle peut par ailleurs démontrer qu'elle ne dépendra pas lourdement du FEM pour sa viabilité à long terme et qu'elle dispose déjà d'autres sources de financement.</p> <p>Ses ressources financières proviennent des cotisations de ses membres, des partenaires-cadres, des gouvernements, d'organisations d'aide multilatérale, d'ONG, d'entreprises privées et de fondations. Durant les cinq dernières années, elle a reçu environ 82 millions de dollars par an pour le financement des projets. 82 % de ce montant provenaient de gouvernements et d'organisations d'aide multilatérale, environ 8 % de fondations philanthropiques, 6 % d'ONG et 4 % d'autres sources (particuliers, instituts de recherche, etc).</p>
5. Efficacité du	2,83	L'UICN a mis en place un nouveau système

fonctionnement interne		<p>d'indicateurs clairs pour mesurer son efficacité et a commencé à évaluer sa performance. Ce nouveau système repose sur quatre composantes autour desquelles elle organisera son action et définira ses priorités en termes de mobilisation des ressources – fourniture de ses produits de transfert des connaissances ; obtention de résultats sur le terrain ; renforcement de la gouvernance au plan environnemental ; et élaboration et application des politiques publiques sur la nature.</p> <p>La deuxième mesure prise en vue de l'amélioration de l'efficacité du fonctionnement de l'Union est l'application d'un progiciel de gestion intégrée. En juillet 2011, le siège de l'UICN a commencé à utiliser ce nouvel outil pour ses finances, ses programmes, ses projets et son administration – gestion du temps, autorisations de voyage, passation des marchés, etc.</p> <p>Le rapport coûts administratifs/coût du programme de l'UICN, exprimé en millions de dollars, varie entre 15 et 20 % : 19,7/101,7 en 2011 (19 %) ; 20,5/108,9 en 2010 (18,8 %) et 19,2/120,1 en 2009 (15,9 %).</p>
------------------------	--	--

6. Réseaux et contacts	3,58	<p>Étant par nature un réseau, l’UICN peut démontrer qu'elle dispose d’un large éventail de collaborateurs et d’experts aux niveaux national, régional et mondial qui participent à la réalisation de ses projets.</p> <p>Le principal réseau d’experts de l’UICN est constitué par ses six Commissions : Commission de l’éducation et de la communication (CEC), Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP), Commission du droit de l’environnement (CEL), Commission de la gestion des écosystèmes (CEM), Commission de la sauvegarde des espèces (SSC) et Commission mondiale des aires protégées (WCPA).</p> <p>L’UICN travaille en étroite collaboration avec les gouvernements des pays concernés pour la conception, l’administration et l’exécution des projets. Parmi les ONG internationales membres de l’Union, on compte toutes les grandes organisations internationales de protection de la nature comme BirdLife International, CI, TNC et WWF. L’UICN collabore aussi activement avec les Nations Unies et d’autres organismes d’envergure régionale ou mondiale, ainsi qu'avec les instances de la CDB, de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC).</p>
------------------------	------	---

7. Expérience des projets ; capacités	Satisfaisant	<p>L'UICN contribue depuis longtemps, à différents titres, à la conception et l'administration de projets financés par le FEM et exécutés sous la supervision de diverses Entités d'exécution de l'institution. Au cours des cinq dernières années, elle a cofinancé des projets du FEM et bénéficié de ses financements (à travers des Entités d'exécution ou d'autres partenaires) pour un total de 46 projets financés par l'institution (dont 11 ne sont pas encore achevés).</p> <p>L'UICN a aussi de l'expérience dans le renforcement des capacités et des approches régionales. Dans le droit fil de ses politiques sur la régionalisation et la décentralisation, elle s'appuie largement sur huit bureaux régionaux (et un plus grand nombre de bureaux nationaux et de projets) pour la mise en œuvre de son programme.</p>
--	--------------	--

**Moyenne générale de l'évaluation de la valeur ajoutée (phase I) : 3,33**

***Recommandation du Secrétariat du FEM au Conseil :***

L'UICN remplit la majorité des critères requis pour devenir une Entité de projet du FEM. Son mandat cadre bien avec les thèmes défendus par l'institution. L'UICN ayant obtenu une moyenne générale satisfaisante à la phase I, le Secrétariat a le plaisir de recommander au Conseil d'approuver son passage à la phase II du processus d'accréditation.